



Assemblée générale

Distr. générale
25 avril 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Points 137 et 138 de la liste préliminaire**

Projet de budget-programme pour 2020

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2020

Titre XII Sûreté et sécurité

Chapitre 34 Sûreté et sécurité

Programme 28 Sûreté et sécurité

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
Orientations générales.	4
A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018***	8
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020****.	17
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2020	39
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires	40

* Deuxième nouveau tirage pour raisons techniques (10 juin 2019).

** [A/74/50](#).

*** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

**** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.





Avant-propos

Pour faire face à la situation mondiale en matière de sécurité, qui est de plus en plus complexe, le Département de la sûreté et de la sécurité, en tant que responsable du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, a coopéré avec les plus de 50 entités qui en font partie. Sous ma direction stratégique, le Département et les entités du système de gestion de la sécurité ont mis au point des politiques de sécurité à l'usage de l'ensemble du système tout en encourageant la conformité et l'adoption des meilleures pratiques.

C'est par sa capacité éprouvée de gestion des risques de sécurité que le Département contribue aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies en faveur du développement durable, de la paix, de la sécurité, de l'action humanitaire et des droits de la personne. Ainsi, l'an dernier, le Département a rendu possible la réalisation de plus de 1 000 opérations humanitaires à haut risque dans des zones de conflit ouvert, y compris dans des régions contrôlées par des acteurs armés non étatiques. Malgré le nombre sans précédent d'attaques menées contre l'Organisation en 2017 et en 2018, le nombre de victimes parmi le personnel des Nations Unies a diminué. Dans ce contexte, l'Assemblée générale continue de souligner que, pour préserver ce haut niveau d'efficacité, il faut d'urgence consacrer des ressources suffisantes et prévisibles à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

Le Département a conçu ses stratégies en matière d'égalité des genres, de ressources humaines et de formation de manière à pouvoir compter, à l'échelle mondiale, sur des effectifs professionnels, mobiles et réactifs. En application de la résolution 72/131 de l'Assemblée générale, nous avons progressé dans le regroupement de toutes les ressources de sécurité du Secrétariat sous mon autorité, et nous poursuivons la réorganisation du Département pour créer davantage de synergies, équilibrer les rôles et les responsabilités et renforcer la coordination. Enfin, nous avons entamé un examen des modalités de financement de la sécurité du système des Nations Unies en vue de répondre de manière plus efficace et plus rationnelle aux problèmes de ressources qui se posent dans un climat de sécurité en pleine évolution.

Mon Département continuera de coopérer toujours plus étroitement avec les États Membres et tous les partenaires, afin que le système de gestion de la sécurité de l'Organisation continue d'être en mesure de remplir la mission qui lui a été confiée, à savoir permettre aux entités des Nations Unies d'assurer leur sécurité et d'aider la communauté internationale à atteindre les objectifs du Programme 2030.

Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité
(Signé) Peter **Drennan**

Orientations générales

Mandat et considérations générales

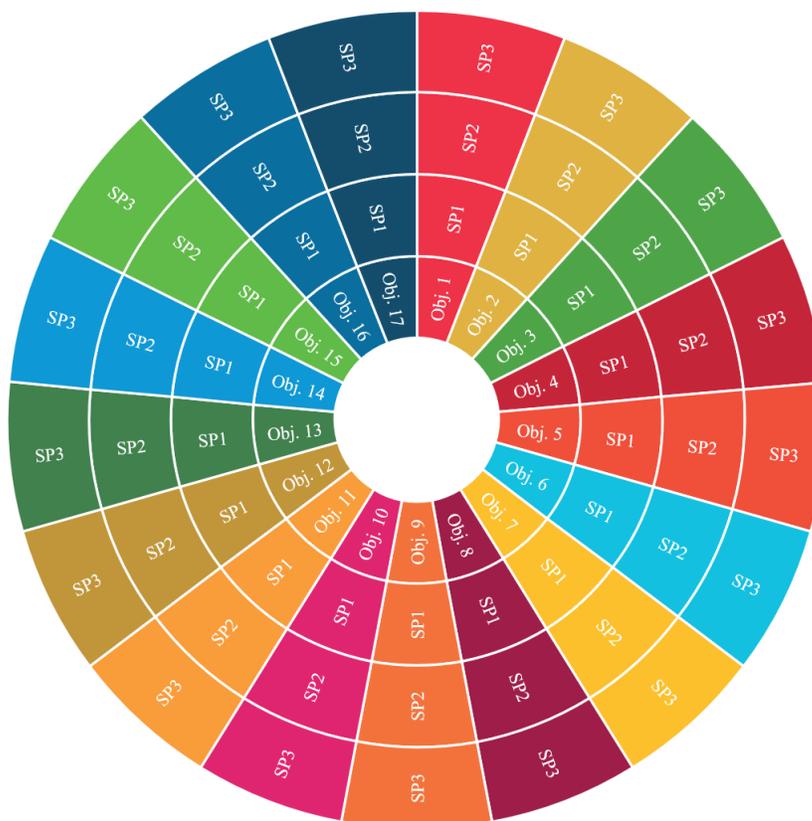
- 34.1 Le Département de la sûreté et de la sécurité est chargé de superviser le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, de lui apporter un appui opérationnel et d'orienter son action. Son mandat découle des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 59/276. Le Département soutient les opérations et les programmes de l'Organisation pour l'ensemble du système de gestion de la sécurité et fournit un appui aux 180 000 membres du personnel qui relèvent du système dans plus de 125 pays et aux 400 000 personnes qui sont à leur charge afin de garantir un environnement sûr et sécurisé tant au Siège que sur le terrain, tout en apportant une assistance appropriée dans le cadre des opérations de sécurité dans le monde.

Lien avec la Charte des Nations Unies et les objectifs de développement durable

- 34.2 Le Département se réfère à son mandat pour définir les produits devant lui permettre d'atteindre l'objectif de chaque sous-programme. Ces objectifs vont dans le sens du but poursuivi par l'Organisation, à savoir, comme il est dit à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les fins communes définies dans ledit Article. Les buts fixés à l'Article 1 se retrouvent dans les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La figure 34.I illustre la façon dont les objectifs des sous-programmes et, partant, les produits prévus s'articulent avec les objectifs de développement durable.

Figure 34.I

Sûreté et sécurité : lien entre les sous-programmes et les objectifs de développement durable



Contexte actuel

- 34.3 La situation mondiale en matière de sécurité est de plus en plus complexe et ne devrait guère s'améliorer dans un avenir proche. Les conflits armés, le terrorisme et la criminalité organisée sont de plus en plus interdépendants, et les mécontentements politiques continuent de susciter des troubles civils qui représentent des menaces complexes et multiformes. En parallèle, les conditions de sécurité se sont gravement détériorées dans des régions jusqu'ici épargnées. Certains pays ont connu une flambée de la délinquance violente, et les attaques terroristes en série ont montré que la menace extrémiste, exacerbée par les inégalités et les idéologies, allait s'inscrire dans la durée.
- 34.4 À la fin de 2018, quelque 135 millions de personnes avaient besoin d'une aide d'urgence pour assurer leur survie et leur protection, soit près de 200 % de plus que 10 ans auparavant. Dans certaines régions, l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles ont touché des populations qui étaient déjà vulnérables du fait de leur pauvreté, de leur isolement ou des inégalités qu'elles subissaient. En réponse à l'appel de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies accroît actuellement le nombre de ses programmes et opérations, non seulement dans les zones complexes et dangereuses en proie à des conflits armés, mais aussi dans les 125 pays où elle déploie généralement du personnel pour accomplir ses missions relatives au développement, aux droits de la personne et à la paix et la sécurité. De surcroît, en collaboration avec ses partenaires du secteur humanitaire, le personnel des Nations Unies intervient à la suite de catastrophes naturelles, toujours plus nombreuses, qui touchent en particulier les petits pays et les régions vulnérables. Rien qu'en septembre 2017, trois puissants ouragans (Irma, José et Maria) ont frappé Anguilla, Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, Cuba, les Îles Turques et Caïques, les Îles Vierges britanniques, Porto Rico, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Martin (partie néerlandaise), affectant quelque 2,6 millions de personnes. Dans ce contexte, les demandes de la communauté internationale devraient se multiplier et le rythme des programmes et opérations de l'Organisation risque fort de s'intensifier.

Stratégie pour 2020 et facteurs externes

- 34.5 En application des résolutions 71/314 (« Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects ») et 73/137 (« Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies »), dans lesquelles l'Assemblée générale a salué les progrès du regroupement de l'ensemble du personnel de sécurité du Secrétariat sous la direction du Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, le Département s'emploiera à atteindre pleinement cet objectif à long terme. De plus, dans ses résolutions 72/271 (« Amélioration de la sécurité routière mondiale ») et 73/137 (« Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies »), l'Assemblée générale s'est félicitée de l'action menée par le Secrétaire général et les organismes des Nations Unies pour améliorer la sécurité routière, notamment dans le cadre de la stratégie du système des Nations Unies en la matière et pour réduire le nombre de victimes parmi le personnel des Nations Unies et la population civile, et a prié le Secrétaire général de continuer à recueillir et à analyser des données. Fer de lance de l'application de la Stratégie de sécurité routière parmi les organismes et le personnel des Nations Unies, le Département redoublera d'efforts pour assurer la mise en œuvre effective des objectifs fixés à l'échelle du système.
- 34.6 En dépit des progrès accomplis dans le renforcement du système de gestion de la sécurité, il reste difficile de mener des opérations des Nations Unies dans des environnements de plus en plus complexes en matière de sécurité. Bien que le nombre de décès résultant d'attaques violentes ou d'autres atteintes à la sûreté tende à diminuer, l'évolution rapide du contexte de sécurité entraîne une demande croissante de services de sécurité et d'appui opérationnel. Le Département a adopté des stratégies pour répondre au mieux à l'évolution de la situation, tout en s'efforçant d'utiliser les ressources dédiées à la sûreté et à la sécurité de la façon la plus efficace et la plus rationnelle possible.

- 34.7 Dans le cadre de la première étape de ses initiatives de réforme, achevée en juin 2018, le Département a assuré le regroupement des ressources et des responsabilités du Secrétariat en matière de sécurité, mené à bien une réforme du personnel fondée sur ses stratégies en matière de ressources humaines, d'égalité des genres et de formation, et établi des plans de gestion prévisionnelle des besoins en personnel. Dans un deuxième temps, il révisé à présent sa structure interne pour en accroître l'efficacité. Il prévoit notamment la création de la Division de l'appui opérationnel spécialisé, laquelle regroupera le Groupe de coordination de la protection, le Groupe de la sécurité des locaux, le Groupe de gestion du stress traumatique, le Groupe de la sécurité des vols commerciaux, la Section de la formation et du perfectionnement, le Groupe de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi, et se dotera de compétences en matière de sécurité routière, afin de tirer pleinement profit des changements qui ont été apportés pendant l'exercice 2018-2019. Pour aller plus loin dans la réforme, il faudrait revoir les structures du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
- 34.8 Dans le cadre de ses activités de réforme, le Département continue d'améliorer sa gestion des ressources. Les services qu'il fournit dans le cadre du système de gestion de la sécurité permettent aux entités des Nations Unies d'intensifier leurs activités humanitaires.
- 34.9 La bonne gestion du dispositif de sécurité a permis aux entités des Nations Unies de mener des programmes et des activités dans des environnements dangereux et de plus en plus complexes, notamment en Afghanistan, en Iraq, en Libye, au Nigéria, en République arabe syrienne, en Somalie et au Yémen. En 2018, le Département a rendu possible la réalisation de plus de 2 500 missions humanitaires en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen. Il lui incombe de faciliter les opérations des Nations Unies partout dans le monde, quelles que soient les conditions de sécurité.
- 34.10 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2020 :
- a) Le niveau de menace ou de risque auquel sont actuellement exposés le personnel, les biens et les opérations des organismes des Nations Unies ne varie pas sensiblement ;
 - b) Les ressources ne sont pas largement réaffectées par suite de situations d'urgence, telles que des catastrophes naturelles, des conflits armés ou des attaques terroristes touchant le personnel de l'Organisation, ses biens ou ses opérations.
- 34.11 Le Département prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, en collaboration avec le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité. Ainsi, dans le cadre du sous-programme 2 (Opérations régionales sur le terrain), le nombre de femmes au sein du programme de déploiement de renforts est passé de 8 à 13 en un an, et elles formaient, en 2018, 14,6 % des effectifs mobilisables en renfort, une proportion 20 % plus élevée que dans le reste du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
- 34.12 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, compte tenu du fait que l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de renforcer les initiatives communes visant à répondre aux besoins en matière de sécurité des partenaires d'exécution, y compris en intensifiant les échanges d'informations, et a invité les États Membres à envisager d'accroître leur soutien à ces initiatives, le Département veillera à nouer des partenariats stratégiques avec des entités autres que celles du système de gestion de la sécurité, notamment des acteurs humanitaires, des organisations régionales et le milieu universitaire, en établissant un mécanisme de coopération et en organisant un colloque portant sur la sécurité.
- 34.13 En ce qui concerne la coordination et la coopération interinstitutions, le Département contribue de manière centrale, par l'intermédiaire du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, à l'efficacité de la coopération et de la collaboration entre départements, organismes, fonds et programmes des Nations Unies et organisations internationales affiliées, y compris entre leur siège et leurs bureaux extérieurs, en ce qui concerne la planification et l'application des mesures visant à améliorer la sécurité, la formation et la sensibilisation du personnel, et notamment d'une politique de sécurité à l'échelle du système pour le personnel recruté sur le plan local. En outre, le Département

a établi des partenariats solides avec des réseaux d'organisations non gouvernementales dans le cadre de la version révisée de sa stratégie intitulée « Saving Lives Together » (Sauver des vies ensemble). Le nombre d'organisations non gouvernementales, d'organisations internationales et d'autres partenaires représentés au Siège dans le cadre de cette stratégie s'élève actuellement à 150, soit deux fois plus qu'en 2013. Enfin, le Département est régulièrement contacté par d'autres organisations internationales qui doivent elles aussi faire face à la dégradation des conditions de sécurité. Bien que ces organisations cherchent plutôt à renforcer l'appui opérationnel au niveau local, des partenariats et des projets de coopération sont en cours d'élaboration.

Activités d'évaluation

- 34.14 Les auto-évaluations qui ont été menées à bien en 2018 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du plan-programme pour 2020 :
- a) Opérations de sécurité en Éthiopie et au Myanmar ;
 - b) Examen de la réorganisation.
- 34.15 Il a été tenu compte des conclusions des auto-évaluations mentionnées au paragraphe 34.14 a) au moment de l'établissement du plan-programme pour 2020. Les conclusions portaient sur un large éventail de sujets, tels que les dispositions prises par le pays hôte, la formation, la gestion des risques de sécurité et les effectifs. Les conclusions et les recommandations qui en ont découlé ont été acceptées par les agents habilités de chaque site, et les recommandations sont en cours de mise en œuvre. Ainsi, dans l'évaluation portant sur le Myanmar, il a été recommandé que l'agent habilité élabore, en consultation avec l'équipe de coordination du dispositif de sécurité et avec l'appui du conseiller pour les questions de sécurité, une stratégie visant à renforcer la collaboration avec le Gouvernement du Myanmar concernant les questions de sécurité et à préciser les objectifs, les missions et la position de neutralité de l'Organisation à l'égard des activités qu'elle mène dans ce domaine. Ces recommandations ont été mises en œuvre au niveau du pays.
- 34.16 Il a été tenu compte des conclusions de l'auto-évaluation mentionnée au paragraphe 34.14 b) dans tous les sous-programmes, notamment le sous-programme 3, au moment de l'établissement du plan-programme pour 2020. Ces dernières années, dans le prolongement de l'action menée pour professionnaliser le personnel de sécurité, il a fallu veiller à ce que les spécialistes des différents domaines d'expertise dispersés dans le Département puissent fournir, de façon plus efficace et uniforme, un appui intégré et spécialisé aux opérations sur le terrain. En réponse, en 2020, le Département s'emploiera à rassembler ces spécialistes au sein de la nouvelle Division de l'appui opérationnel spécialisé.

A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018

Programme de travail



Sous-programme 1 Services de sûreté et de sécurité

1. Objectif

- 34.17 L'objectif, auquel le sous-programme contribue, est de garantir un environnement sûr et sécurisé dans lequel les membres du personnel, les représentants, les personnalités et les autres visiteurs peuvent mener leurs activités lorsqu'ils se trouvent au Siège de l'Organisation, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales, et lorsqu'ils participent à des manifestations spéciales organisées par l'ONU à l'extérieur.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 34.18 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Sûreté et sécurité au Siège de l'Organisation des Nations Unies, dans les commissions régionales et les tribunaux internationaux

En 2018, le Département s'est chargé de la gestion stratégique des opérations de sûreté et de sécurité dans 11 grands centres de conférence. Fort d'un effectif de plus de 1 400 agents de sécurité, il a fourni des orientations générales et assuré un appui opérationnel et technique de base. En tout, au cours de l'année 2018, plus de 36 000 membres du personnel (et 58 000 personnes à leur charge) et plus de 3 millions de visiteurs, dont plus d'un millier de chefs d'État et de gouvernement, ont bénéficié des services de sécurité fournis au titre du sous-programme. La sûreté et la sécurité dans les locaux de l'Organisation constituent peut-être la mission la plus visible, mais aussi la moins remarquée des services du Département. Les gens sont rassurés par la présence d'agents en tenue prêts à intervenir en cas de besoin.

Or, assurer la continuité des activités des agents requiert d'autant plus d'efforts qu'ils interviennent parfois dans des conditions opérationnelles complexes. Ainsi, du 12 au 23 mars 2018, l'Organisation a accueilli au Siège la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, lors de laquelle des représentantes et représentants d'États Membres, d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales accréditées par le Conseil économique et social, accompagnés de leurs enfants, se sont réunis afin d'examiner, entre



*Participante à une réunion de la Commission de la condition de la femme.
Source : Organisation des Nations Unies*

autres questions, les problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural. Cette manifestation a rassemblé plus de 8 000 visiteurs venus du monde entier, y compris des jeunes enfants et des bébés en poussette arborant fièrement leur carte d'identité ONU. Pendant ces 10 jours, les agents de sécurité des Nations Unies présents aux points d'entrée ont aidé les mères participantes à passer les contrôles de sécurité sans heurts et orienté avec bienveillance les visiteurs vers les salles de réunion, les tables rondes, les séances plénières et plus de 300 activités parallèles. Pendant la même période, le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner des questions telles que la situation en République centrafricaine et les armes chimiques en République arabe syrienne, le Secrétaire général a accueilli plusieurs chefs d'État, la Vice-Secrétaire générale et le Président de l'Assemblée générale ont tous deux effectué des déplacements, escortés de leurs gardes du corps, et 5 000 membres du personnel et 13 000 visiteurs sont entrés dans le bâtiment et en sont ressortis sans incident.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont contribué au bon déroulement des grandes conférences et des manifestations spéciales.

Dans la pratique, toutes les activités et les opérations se sont déroulées avec succès, sans la moindre atteinte à la sécurité.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 34.19 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'amélioration de la coordination de la protection rapprochée des hauts fonctionnaires de l'ONU (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'en 2018, plus de 3 000 notifications de voyage reçues par le Groupe de coordination de la protection ont été évaluées, ce qui a permis de coordonner des services de protection rapprochée dans le monde entier pour 100 % des déplacements des hauts fonctionnaires de l'Organisation et de certains autres fonctionnaires qui avaient été enregistrés dans le système de traitement des demandes d'autorisation de voyage. Pour parvenir à ce résultat, il a fallu réaliser un travail dense et complexe de coordination des multiples intervenants au Siège et sur le terrain, y compris les services de protection rapprochée de l'ONU et les responsables des services de police et de sécurité des pays hôtes. À cette fin, le Groupe a organisé un atelier à l'intention des coordonnateurs de la protection rapprochée à New York, ainsi que six cours de certification qui ont été suivis par plus d'une centaine d'agents de protection rapprochée en 2018 ; quatre autres cours sont prévus pour 2019.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Mieux gérer les flux de visiteurs et de participants aux manifestations spéciales grâce à l'intégration des activités d'accréditation et d'établissement des cartes d'identité

Ces dernières années, notamment en 2018, le Département s'est chargé de fournir des accréditations et d'établir des cartes d'identité pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales.

Une réponse adaptée à la situation

La situation est la suivante : il s'agit de mieux gérer les flux de visiteurs qui se présentent en nombre aux manifestations sans s'être inscrits ni avoir reçu d'accréditation au préalable. Compte tenu de la participation accrue de la société civile aux manifestations organisées par l'Organisation, le Département doit trouver des moyens de coordonner ses activités de façon plus efficace et plus rationnelle avec les services chargés de l'accréditation en vue de faciliter l'accès des participants et des visiteurs. Cette réflexion s'inscrit dans un contexte où les tactiques terroristes peu sophistiquées se multiplient et ne cessent d'évoluer, alors même que la survenue d'attaques très meurtrières a eu une incidence directe sur les procédures de contrôle des accès. En 2019, le Département a mis en place des solutions décentralisées, et la création d'une plateforme permettant d'enregistrer, de contrôler et d'accréditer les participants, puis de leur délivrer une carte d'identité ONU, est désormais considérée comme une

priorité. Le Département a établi des mécanismes de collaboration en ce sens et œuvre actuellement à la mise au point d'une solution commune à l'échelle mondiale.

En réponse, dans le cadre de l'élaboration d'Umoja-Extension 2, le Département modifiera en 2020 la procédure d'accréditation et d'établissement de cartes d'identité pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales organisées dans les locaux de l'Organisation comme à l'extérieur. Une base de données mondiale sur les visiteurs, commune à tous les centres de conférences et organisateurs de manifestations, permettra de recouper les informations et d'accroître le niveau de sécurité, tout en facilitant l'accès des visiteurs réguliers.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir permettre de fournir plus rapidement des accréditations aux visiteurs et aux participants aux manifestations spéciales.

Concrètement, si le résultat est atteint, le temps nécessaire à l'établissement des accréditations pour les visiteurs et les participants diminuera de manière mesurable, de même que le nombre de plaintes reçues à ce sujet.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Collaboration plus efficace et plus rationnelle avec les services chargés de l'accréditation pour faciliter l'accès des participants et des visiteurs	Diminution mesurable du temps nécessaire à l'établissement des accréditations pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales ; elle sera évaluée à l'aide d'analyses qualitatives et d'enquêtes menées après les manifestations	Diminution mesurable du temps nécessaire à l'établissement des accréditations pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales et amélioration de la procédure de contrôle ; elles seront évaluées à l'aide d'analyses qualitatives et d'enquêtes menées après les manifestations

34.20 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour 2020

34.21 On trouvera dans le tableau 34.1 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 34.1

Sous-programme 1 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Sûreté et sécurité

Protection rapprochée

Sécurité des locaux



Sous-programme 2 Opérations régionales sur le terrain

1. Objectif

- 34.22 L'objectif, auquel le sous-programme contribue, est d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel ainsi que la sûreté des biens et des locaux des Nations Unies en vue du bon déroulement des activités de l'Organisation.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 34.23 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Permettre à l'Organisation d'intervenir dans les situations de crise

En 2018, le Département a déployé des renforts à 89 reprises dans 30 zones et pays, dont certains à haut risque, comme l'Iraq, la Libye, le Myanmar, le Nigéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République arabe syrienne, la Somalie, le Tchad et le Yémen. Le nombre de spécialistes de la sécurité mobilisables en renfort déployés sur le terrain a augmenté de 14 % par rapport à 2017 et de 64 % par rapport à 2016. Le Département a prêté assistance à 30 agents habilités et équipes de gestion de la sécurité dans différents contextes de crise : gestion des situations de prises d'otages, sécurité des élections, évaluation des conditions de sécurité, intervention en cas de catastrophe naturelle et conduite d'opérations humanitaires dans des pays en proie à une détérioration rapide des conditions de sécurité et dont les capacités de sécurité étaient indisponibles ou inadaptées au rythme normal des opérations. En déployant des spécialistes de la sécurité mobilisables en renfort, le Département a renforcé la capacité de réaction du système de gestion de la sécurité des Nations Unies en cas de crise, mené des évaluations précises et défini les mesures de sécurité nécessaires pour permettre à l'Organisation de mener à bien ses programmes. Dans ce contexte, le nombre de femmes au sein du programme de déploiement de renforts est passé de 8 à 13 en un an. En 2018, les femmes formaient 14,6 % des effectifs mobilisables en renfort, une proportion 20 % plus élevée que dans le reste du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.



Capacité interne de montée en puissance permettant de déployer rapidement des renforts en cas de besoin. Source : Département de la sûreté et de la sécurité

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont contribué à poursuivre, à améliorer ou à développer des programmes et opérations des Nations Unies dans les pays ou zones à haut risque.

Dans la pratique, les opérations des Nations Unies se sont poursuivies dans 30 pays, dont la Libye, le Myanmar, le Nigéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République arabe syrienne, le Tchad, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Yémen.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 34.24 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'amélioration des dispositions en matière de sûreté et de sécurité (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste la mise en œuvre du nouveau système de gestion des risques de sécurité (e-SRM). Le Département mène désormais la totalité de ses évaluations par zones (au sein d'un même pays) plutôt que par pays (564 évaluations de zones, contre 174 évaluations de pays) dans l'optique de produire des évaluations plus précises dans des délais plus brefs. Le passage de l'ancien mécanisme au nouveau est aujourd'hui entièrement achevé ; l'ancienne procédure n'est plus utilisée par aucun organisme des Nations Unies. Le Département a établi 496 des 564 documents relatifs au système de gestion des risques de sécurité, soit un taux de 88 %, et ce, en dépit de l'augmentation sensible du nombre de produits.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Plans de sécurité et capacité d'intervention : maintenir un niveau acceptable

Les plans de sécurité ont joué un rôle déterminant dans l'évacuation et la réinstallation des membres du personnel, la gestion du dispositif relais pour les questions de sécurité et les évacuations médicales d'urgence, et ont permis de résoudre d'autres questions dans des lieux d'affectation qui présentent des enjeux de sécurité particuliers, comme en Afghanistan, en Colombie, en Éthiopie, en Libye, au Venezuela (République bolivarienne du) et au Yémen.

Une réponse adaptée à la situation

La situation est la suivante : il convient de disposer d'un nombre acceptable de plans de sécurité à jour. Chaque pays a son propre cycle d'examen et d'approbation des documents de sécurité. La bonne exécution des plans de sécurité est tributaire de la disponibilité des documents de gestion des risques de sécurité, entre autres documents. Elle dépend également de plusieurs autres facteurs, comme la durée de validité des documents (un an maximum), les mesures qui y sont précisées, la disponibilité des données émanant des organismes du système de gestion de la sécurité au sujet d'un pays (par exemple, les données relatives aux bureaux, à la logistique et au personnel des Nations Unies) et les conditions de sécurité dans les pays avec lesquels des liens opérationnels ont été établis (par exemple, en cas de programme de refuge dans un autre pays). Les plans de sécurité comportent des plans auxiliaires pour chaque éventualité.

En réponse, en 2020, le Département s'attachera à rationaliser l'élaboration des documents de planification de la sécurité. Dans le prolongement de l'abandon des évaluations des risques de sécurité par pays au profit de documents de gestion des risques de sécurité par zone, la nouvelle politique de planification de la sécurité (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019) prévoit que les plans de sécurité nationaux soient remplacés par des plans couvrant des zones plus réduites dans un même pays et garantissant ainsi une plus grande précision géographique. Ainsi, en 2019, les 174 plans de sécurité par pays cèderont la place à environ 380 plans de sécurité par zone (chacun pouvant couvrir une ou plusieurs zones), soit une augmentation de 118 %.

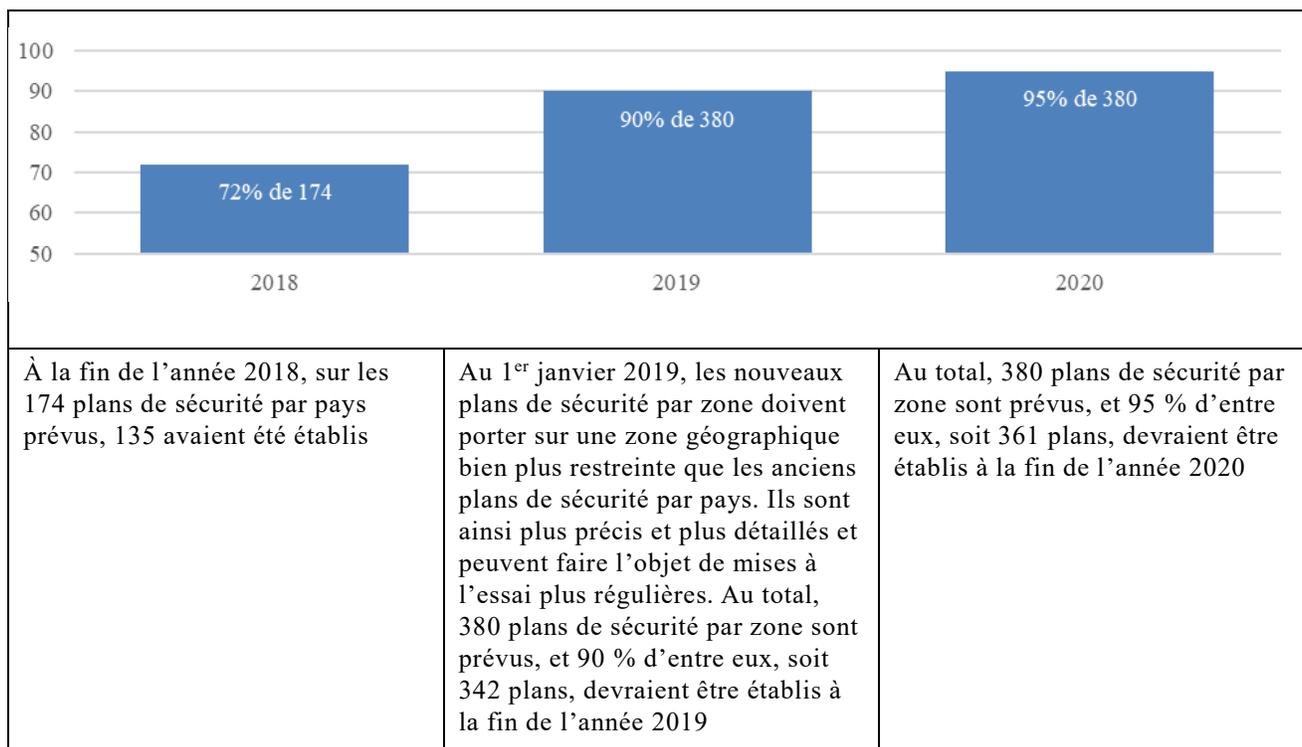
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir une meilleure préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas d'atteinte à la sécurité dans les entités qui font partie du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.

Concrètement, si le résultat est atteint, au moins 90 % des plans de sécurité auront été mis à jour, approuvés et entérinés.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : augmentation du pourcentage de plans de sécurité mis à jour, approuvés et entérinés



34.25 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour 2020

34.26 On trouvera dans le tableau 34.2 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 34.2

Sous-programme 2 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Sûreté et sécurité

Évaluation de la sécurité

Formation et renforcement des capacités



Sous-programme 3 Appui opérationnel spécialisé

1. Objectif

- 34.27 L'objectif, auquel le sous-programme contribue, est de permettre aux responsables des services de sécurité et du système de gestion de la sécurité des Nations Unies de s'acquitter de leur mandat de manière plus efficace et plus rationnelle.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 34.28 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Survivre aux situations de crise

En 2018, 12 000 membres du personnel des Nations Unies sur le terrain ont bénéficié de la formation Sécurité et sûreté en mission (SSAFE). Au fil des sessions, qui comprennent des simulations réalistes, ils ont appris à réagir avec calme et professionnalisme aux situations de crise. Ils ont eu à mettre ces compétences en pratique dans des situations réelles, notamment lors d'une attaque visant des locaux d'hébergement des Nations Unies. Au cours de cet événement effrayant, des fonctionnaires se sont cachés et ont coupé le son de leurs téléphones portables pour ne pas être repérés. Des spécialistes de la sécurité ont réussi à les localiser et les ont mis à l'abri. Les fonctionnaires savaient comment réagir, étant donné qu'ils avaient suivi la formation Sécurité et sûreté en mission quelques semaines auparavant. Malgré l'issue heureuse, le traumatisme est resté vivace. Des conseillers spécialement formés à la gestion du stress traumatique ont été dépêchés par le Département pour apporter un soutien aux rescapés et à leurs collègues, eux aussi traumatisés. Cet exemple montre à quel point le Département porte une attention toute particulière à la dimension humaine.



Formation Sécurité et sûreté en mission en Somalie. Source : Département de la sûreté et de la sécurité

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'améliorer l'aptitude des entités du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, des responsables (agents habilités et membres des équipes de coordination du dispositif de sécurité) et du personnel des Nations Unies à réagir efficacement aux situations de crise.

Dans la pratique, 13 400 membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies situés dans 45 pays ont suivi la formation Sécurité et sûreté en mission, qui leur a donné les compétences nécessaires pour prévenir ou éviter des situations de crise et, lorsqu'elles étaient inévitables, pour gérer ces situations dans des conditions aussi sûres que possible.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 34.29 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'amélioration des informations sur la sécurité aérienne communiquées à tous les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste l'amélioration des délais de prestation de services et de conseils concernant les critères à appliquer pour le choix des exploitants aériens et leur utilisation à travers le monde pour les coordonnateurs des voyages aériens désignés.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Consolidation de l'appui opérationnel spécialisé

En 2018, l'essentiel des activités de formation a consisté à proposer des cours d'initiation aux professionnels de la sécurité débutants. Il s'agit à présent d'offrir plus de possibilités d'apprentissage au personnel de sécurité et d'organiser des sessions de formation pour les membres du personnel occupant des postes de direction de niveau intermédiaire et supérieur. Une nouvelle stratégie de formation et de perfectionnement a été adoptée en ce sens et une formation en ligne sur les principes de base de la sécurité (BSAFE) a été mise en place.

Une réponse adaptée à la situation

La situation est la suivante : dans le prolongement de l'action menée pour professionnaliser le personnel de sécurité, il faut veiller à ce que les spécialistes des différents domaines d'expertise dispersés dans le Département puissent fournir, de façon plus efficace et uniforme, un appui intégré et spécialisé aux opérations sur le terrain.

En réponse, en 2020, le Département s'attachera à regrouper et à rationaliser les activités des groupes spécialisés, notamment en ce qui concerne la coordination de la protection, la sécurité des locaux, la gestion du stress traumatique, la sécurité des vols commerciaux, la formation et le perfectionnement, la mise aux normes, l'évaluation et le suivi, ainsi que la sécurité routière, afin de tirer pleinement profit des changements qui ont été apportés en 2018-2019.

Le sous-programme consolidé visera à améliorer la gestion de l'information touchant à la sécurité. À cette fin, le Département veillera à adosser systématiquement les questions de sécurité sur les données en procédant à des analyses de données plus complètes et en proposant des programmes de formation, un soutien en matière de sécurité et des conseils spécialisés aux membres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Cette démarche d'appui aux opérations de sécurité permettra de créer des synergies et de renforcer l'efficacité des interventions de sécurité dans le monde. Le Département mettra à l'essai une nouvelle mouture des cours de base sur la sécurité afin d'offrir une formation plus intégrée aux professionnels de la sécurité débutants, intermédiaires et supérieurs, et veillera à accroître ses capacités de formation grâce à une réorganisation permettant la prestation simultanée des cours de base et spécialisés. Il mettra à jour les cours de sensibilisation aux questions de sécurité (Sécurité et sûreté en mission) et le programme d'initiation à l'intention du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies pour accroître leur efficacité et compléter les résultats positifs du programme BSAFE. En 2020, le personnel de sécurité bénéficiera d'un parcours d'apprentissage cohérent, notamment de cours de base mis à jour et destinés au personnel de sécurité débutant, intermédiaire et supérieur, et d'un plus grand nombre de formations élémentaires et spécialisées. Les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies auront systématiquement accès aux formations d'initiation, à savoir BSAFE et Sécurité et sûreté en mission, dès leur entrée en service dans le système ou lors d'une réaffectation.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir l'amélioration des opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans le monde entier.

Concrètement, si le résultat est atteint, le personnel de sécurité bénéficiera d'un parcours d'apprentissage cohérent qui renforcera l'harmonisation de ses activités dans le monde entier. Dans les pays qui auront adopté la version

mise à jour du programme Sécurité et sûreté en mission, les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies seront plus sensibilisés aux problèmes de sécurité et mieux à même de s'adapter.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
<p>Le programme de formation dans le domaine de la sécurité n'est pas structuré ; une stratégie de formation et de perfectionnement est adoptée pour le personnel de sécurité ; de nouvelles méthodes d'apprentissage sont mises à l'essai avec le lancement du programme BSAFE pour tous les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies en novembre 2018, ce qui a permis à plus de 15 % d'entre eux d'être plus au fait des politiques de sécurité et plus sensibilisés à ces questions à la fin de l'année 2018</p>	<p>De nouveaux programmes et méthodes de formation sont mis à l'essai pour le personnel de sécurité ; 100 % des membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies suivent le programme BSAFE et sont ainsi plus au fait des politiques de sécurité et plus sensibilisés à ces questions ; le programme Sécurité et sûreté en mission est mis à jour et amélioré, conformément aux nouvelles politiques</p>	<p>Le personnel de sécurité bénéficie d'un parcours d'apprentissage cohérent qui renforce l'harmonisation de ses activités dans le monde entier. Dans les pays qui ont adopté la version mise à jour du programme Sécurité et sûreté en mission, les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies sont plus sensibilisés aux problèmes de sécurité et mieux à même de s'adapter</p>

34.30 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour 2020

34.31 On trouvera dans le tableau 34.3 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 34.3

Sous-programme 3 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Sûreté et sécurité

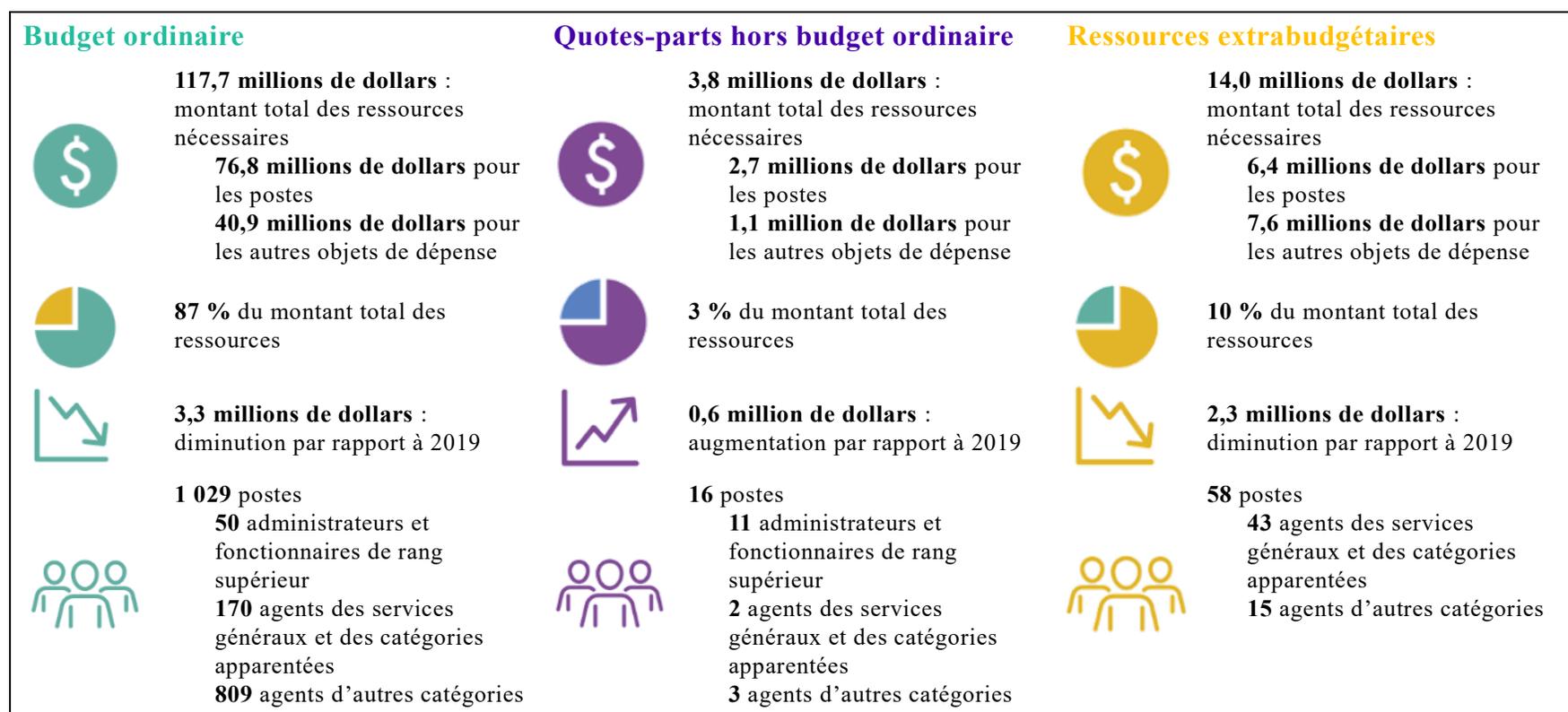
Formation et renforcement des capacités

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020

Vue d'ensemble

34.32 On trouvera dans la figure 34.II et le tableau 34.4 des informations sur les ressources financières et les postes nécessaires pour 2020, répartis entre le budget ordinaire et les quotes-parts hors budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires qu'il est prévu de recevoir.

Figure 34.II
2020 en chiffres



Note : Avant actualisation des coûts.

Table 34.4

Ressources financières et postes, par composante, sous-programme et source de financement : vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	<i>Budget ordinaire</i>			<i>Quotes-parts hors budget ordinaire</i>			<i>Ressources extrabudgétaires</i>			<i>Total</i>		
	<i>2019 (crédits ouverts)</i>	<i>2020 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>	<i>Variation</i>	<i>2019 (estimations)</i>	<i>2020 (prévisions)</i>	<i>Variation</i>	<i>2019 (estimations)</i>	<i>2020 (prévisions)</i>	<i>Variation</i>	<i>2019 (estimations)</i>	<i>2020 (prévisions)</i>	<i>Variation</i>
Ressources financières												
Direction exécutive et administration	3 271,2	2 846,8	(424,4)	–	306,5	306,5	–	–	–	3 271,2	3 153,3	(117,9)
Programme de travail												
1. Services de sûreté et de sécurité	87 961,3	85 347,8	(2 613,5)	590,6	733,5	142,9	13 977,7	13 977,7	–	102 529,6	100 059,0	(2 470,6)
2. Opérations régionales sur le terrain	25 026,0	24 011,1	(1 014,9)	2 343,7	2 287,0	(56,7)	2 104,8	–	(2 104,8)	29 474,5	26 298,1	(3 176,4)
3. Appui opérationnel spécialisé	1 668,0	2 678,7	1 010,7	249,3	424,4	175,1	224,1	–	(224,1)	2 141,4	3 103,1	961,7
Total partiel (programme de travail)	114 655,3	112 037,6	(2 617,7)	3 183,6	3 444,9	261,3	16 306,6	13 977,7	(2 328,9)	134 145,5	129 460,2	(4 685,3)
Appui au programme	3 136,1	2 856,4	(279,7)							3 136,1	2 856,4	(279,7)
Total	121 062,6	117 740,8	(3 321,8)	3 183,6	3 751,4	567,8	16 306,6	13 977,7	(2 328,9)	140 552,8	135 469,9	(5 082,9)
Postes												
Direction exécutive et administration	18	16	(2)	–	–	–	–	–	–	18	16	(2)
Programme de travail	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1. Services de sûreté et de sécurité	1 008	991	(17)	4	4	–	58	58	–	1,070	1 053	(17)
2. Opérations régionales sur le terrain	–	–	–	11	11	–	–	–	–	11	11	–
3. Appui opérationnel spécialisé	–	7	7	1	1	–	–	–	–	1	8	7
Total partiel (programme de travail)	1 008	998	(10)	16	16	–	58	58	–	1 082	1 072	(10)
Appui au programme	15	15	–	–	–	–	–	–	–	15	15	–
Total	1 041	1 029	(12)	16	16	–	58	58	–	1 115	1 103	(12)

Ressources : vue d'ensemble

- 34.33 On trouvera dans les tableaux 34.5 et 34.6 des informations sur le montant des ressources financières et les postes qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire, ainsi que le montant global des ressources budgétaires afférentes aux activités cofinancées pour 2020 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte. Cette proposition tient compte des réductions qui ont été rendues possibles, notamment, par une redistribution de la charge de travail, une meilleure planification des voyages, un recours accru à la vidéoconférence et la réalisation d'économies d'échelle dans la gestion des contrats. Des renseignements plus détaillés sont donnés dans les sections consacrées aux différentes composantes. Le montant demandé permet de financer l'exécution des mandats dans leur intégralité, d'une manière efficace et rationnelle.
- 34.34 Le Département de la sûreté et de la sécurité étant chargé d'assurer, d'une part, la sûreté et la sécurité du personnel, des représentants, des visiteurs et des locaux dans les principaux lieux d'affectation et, d'autre part, la sûreté et la sécurité des opérations des Nations Unies sur le terrain, ses activités sont financées à la fois par le budget ordinaire et par le remboursement, par les organismes participants, des dépenses engagées dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
- 34.35 Les fonctions et activités du Département qui sont cofinancées sont celles qui relèvent :
- du sous-programme 2 (Opérations régionales sur le terrain) ;
 - du sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé).
- 34.36 En ce qui concerne l'enveloppe budgétaire du système de gestion de la sécurité, financée au titre d'arrangements de partage des dépenses, les charges sont réparties entre les organisations participantes en proportion de la part de chacun dans les effectifs sur le terrain. L'Assemblée générale, dans sa résolution [56/255](#), s'est félicitée des arrangements interinstitutions relatifs à la participation aux coûts. En application de la recommandation que celle-ci a formulée dans sa résolution [61/263](#) concernant un arrangement viable de participation aux dépenses, le Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) est convenu que le montant affecté aux dépenses de sécurité sur le terrain serait fonction du pourcentage réel de personnel, selon les données fournies par le CCS. Par la suite, le Secrétaire général a présenté brièvement les nouveaux arrangements et indiqué la part de chaque organisme dans le financement des dépenses afférentes au système (voir [A/62/641](#)). Pour 2020, la part du Secrétariat est de 21,5 % (22,4 % en 2019), en se fondant sur les chiffres du recensement du personnel hors siège effectué par le CCS au 31 décembre 2017.
- 34.37 Outre le cofinancement des activités sur le terrain dont il est question ci-dessus, des arrangements conclus localement régissent la prestation de services de sûreté et de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne, qui reposent sur une répartition convenue par les quatre organisations sises au Centre international de Vienne. La part du Secrétariat est de 22,7 % pour 2020 (inchangée par rapport à 2019). Ces services relèvent du sous-programme 1.

Tableau 34.5

Évolution des ressources financières, par composante et grande catégorie de dépenses (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	2020 (prévisions après actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Composante										
Direction exécutive et administration	3 208,7	3 271,2	–	–	(424,4)	(424,4)	(13,0)	2 846,8	132,5	2 979,3
Programme de travail	119 200,4	114 655,3	(1 159,9)	–	(1 457,8)	(2 617,7)	(2,3)	112 037,6	2 769,0	114 806,6
Appui au programme	2 943,0	3 136,1	–	–	(279,7)	(279,7)	(8,9)	2 856,4	145,8	3 002,2
Total	125 352,1	121 062,6	(1 159,9)	–	(2 161,9)	(3 321,8)	(2,7)	117 740,8	3 047,3	120 788,1
Grandes catégories de dépenses										
Postes	78 020,1	77 692,1	–	–	(904,0)	(904,0)	(1,2)	76 788,1	2 599,4	79 387,5
Autres objets de dépense	47 332,0	43 370,5	(1 159,9)	–	(1 257,9)	(2 417,8)	(5,6)	40 952,7	447,9	41 400,6
Total	125 352,1	121 062,6	(1 159,9)	–	(2 161,9)	(3 321,8)	(2,7)	117 740,8	3 047,3	120 788,1

Note : Y compris la part des dépenses relatives aux activités cofinancées à la charge du Secrétariat, d'un montant de 30 486 800 dollars pour 2019 et de 29 403 700 dollars pour 2020.

Tableau 34.6

Évolution des ressources financières, par composante et grande catégorie de dépenses (activités cofinancées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (ressources approuvées)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	2020 (prévisions après actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Composante										
Programme de travail	128 855,9	137 464,1	–	–	–	–	–	137 464,1	1 386,9	138 851,0
Total	128 855,9	137 464,1	–	–	–	–	–	137 464,1	1 386,9	138 851,0
Grandes catégories de dépenses										
Postes	102 315,3	103 911,9	–	–	–	–	–	103 911,9	835,2	104 747,1
Autres objets de dépense	26 540,6	33 552,2	–	–	–	–	–	33 552,2	551,7	34 103,9
Total	128 855,9	137 464,1	–	–	–	–	–	137 464,1	1 386,9	138 851,0

Tableau 34.7
 Évolution des postes permanents, par catégorie

	Changements												
	2019 (effectif approuvé)		Ajustements techniques		Nouveaux mandats et mandats élargis		Autres changements		2020 (effectif proposé)		Variation		
	BO	AC	BO	AC	BO	AC	BO	AC	BO	AC	BO	AC	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
SGA	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–
SSG	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–
D-2	1	1	–	–	–	–	–	–	–	1	1	–	–
D-1	4	9	–	–	–	–	–	–	–	4	9	–	–
P-5	6	28	–	–	–	–	–	–	–	6	28	–	–
P-4	16	197	–	–	–	–	–	–	–	16	197	–	–
P-3	15	115	–	–	–	–	–	–	–	15	115	–	–
P-2/1	6	14	–	–	–	–	–	–	–	6	14	–	–
Total partiel	50	364	–	–	–	–	–	–	–	50	364	–	–
Agents des services généraux													
1 ^{re} classe	8	4	–	–	–	–	–	–	–	8	4	–	–
Autres classes	164	26	–	–	–	–	(2)	–	–	162	26	(2)	–
Total partiel	172	30	–	–	–	–	(2)	–	–	170	30	(2)	–
Autres catégories de personnel													
Agents de sécurité	307	153	–	–	–	–	–	–	–	307	153	–	–
Agents locaux	512	410	–	–	–	–	(10)	–	–	502	410	(10)	–
Total partiel	819	563	–	–	–	–	(10)	–	–	809	563	(10)	–
Total	1 041	957	–	–	–	–	(12)	–	–	1 029	957	(12)	–

Note : L'annexe II récapitule les changements, par composante, sous-programme et catégorie de personnel.

Abréviations : AC = activités cofinancées, BO = budget ordinaire, SGA = secrétaire général(e) adjoint(e), SSG = sous-secrétaire général(e)

Direction exécutive et administration

- 34.38 Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) à la sûreté et à la sécurité assure la direction, la supervision et l'administration générales du Département dans l'exécution de son mandat et du programme de travail approuvé. Il (elle) préside le système de gestion de la sécurité des Nations Unies et est secondé(e) par le (la) Sous-Secrétaire général(e) pour ce qui concerne le fonctionnement interne du Département et son administration courante.
- 34.39 Pour gérer le Département, le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) est assisté(e) par le Service des politiques et de la mise aux normes, qui est chargé d'élaborer et de promulguer les principes directeurs et les normes communes qui s'appliquent à tous les éléments du système de gestion de la sécurité et de prêter conseil à ce sujet, de rédiger et de tenir à jour le Manuel des politiques de sécurité et le Manuel des opérations de gestion de la sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, d'établir des rapports à l'intention des organes délibérants et d'assurer le

secrétariat du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité. Enfin, il détermine la marche à suivre en faisant fond sur les enseignements tirés de l'expérience et sur les pratiques exemplaires.

- 34.40 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier à la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Bureau incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Ainsi, en 2018, il a mis en place, à l'échelle mondiale, un système de gestion des risques de sécurité en ligne afin de permettre l'examen et la validation des plans et documents de sécurité par voie électronique. En 2020, le Bureau continuera d'utiliser les nouvelles technologies pour réduire au minimum la quantité de papier utilisée pour les documents de sécurité à l'échelle mondiale.
- 34.41 On trouvera dans le tableau 34.8 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion.

Tableau 34.8

Respect des délais

(En pourcentage)

	2018 (taux prévu)	2018 (taux effectif)	2019 (taux prévu)	2020 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	100	100	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	100	39	100	100

- 34.42 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 846 800 dollars et fait apparaître une diminution de 424 400 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 34.III à 34.V et dans le tableau 34.9.

Figure 34.III

Direction exécutive et administration : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

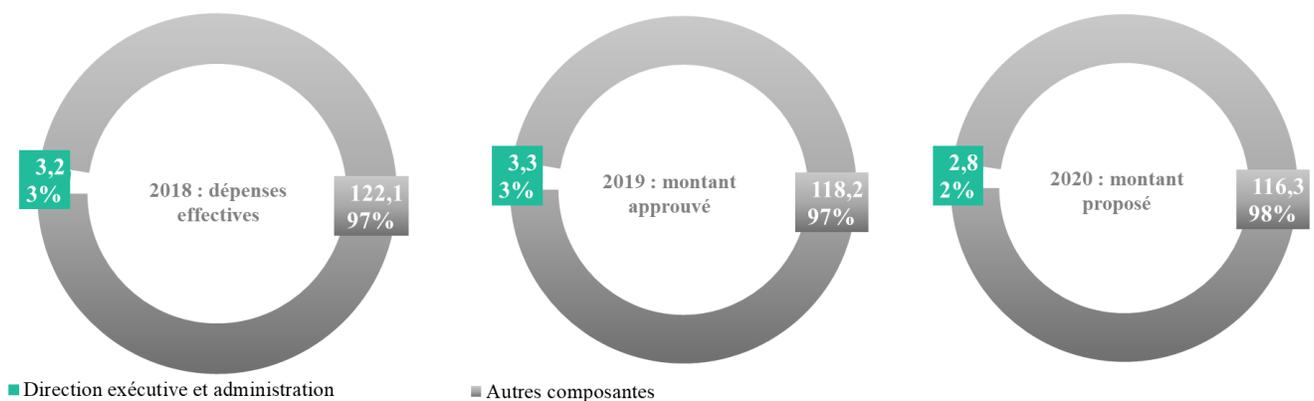


Tableau 34.9

Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

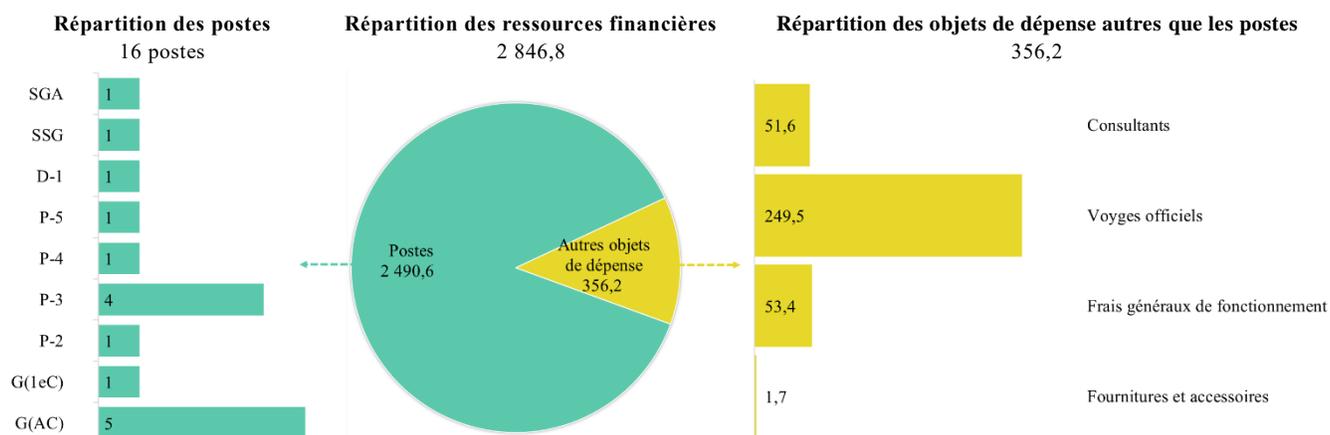
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 798,9	2 835,0	–	–	(344,4)	(344,4)	(12,1)	2 490,6
Autres objets de dépense	409,8	436,2	–	–	(80,0)	(80,0)	(18,3)	356,2
Total	3 208,7	3 271,2	–	–	(424,4)	(424,4)	(13,0)	2 846,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	–	–	(2)	(2)	(16,7)	10
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	–	–	–	–	–	6
Total		18	–	–	(2)	(2)	(11,1)	16

Figure 34.IV

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(Nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

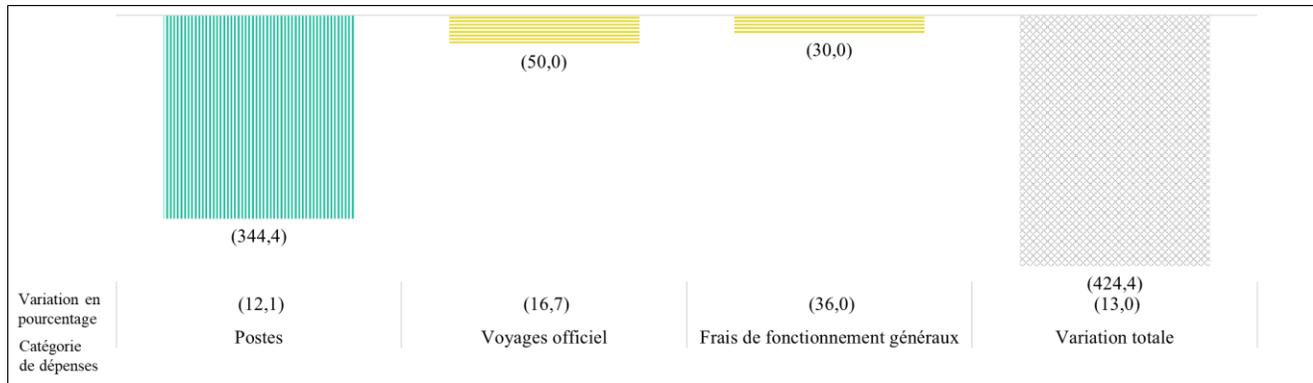


Abréviations : G(AC) = agents des services généraux (Autres classes), G(1^{re}C) = agents des services généraux (1^{re} classe), SGA = secrétaire général(e) adjoint(e), SSG = sous-secrétaire général(e).

Figure 34.V

Direction exécutive et administration : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



34.43 La réduction nette de 424 400 dollars s’explique principalement comme suit :

Autres changements. Le transfert proposé de deux postes de coordonnateur(trice) des mesures de sécurité (1 P-4 et 1 P-3) du Bureau du Secrétaire général adjoint (344 400 dollars) à la nouvelle Division de l’appui opérationnel spécialisé proposée au titre du sous-programme 3, conformément à la réorganisation des fonctions et responsabilités dans le Département. En outre, des réductions d’un montant total de 80 000 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes sont proposées pour les voyages officiels et les frais généraux de fonctionnement.

34.44 Le sous-programme sera également financé au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d’un montant de 306 500 dollars, qui serviront à régler les dépenses autres que les postes à imputer sur le compte d’appui aux opérations de maintien de la paix.

Programme de travail

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

34.45 Le montant qu’il est proposé d’inscrire au budget ordinaire pour 2020 s’élève à 112 037 600 dollars et fait apparaître une diminution de 2 617 700 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 34.VI à 34.VII et dans le tableau 34.10.

Figure 34.VI

Programme de travail : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

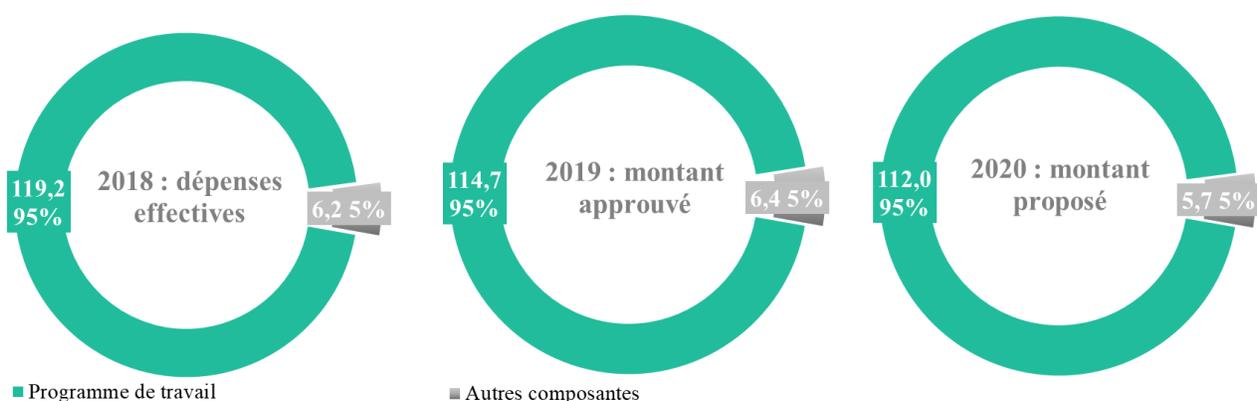


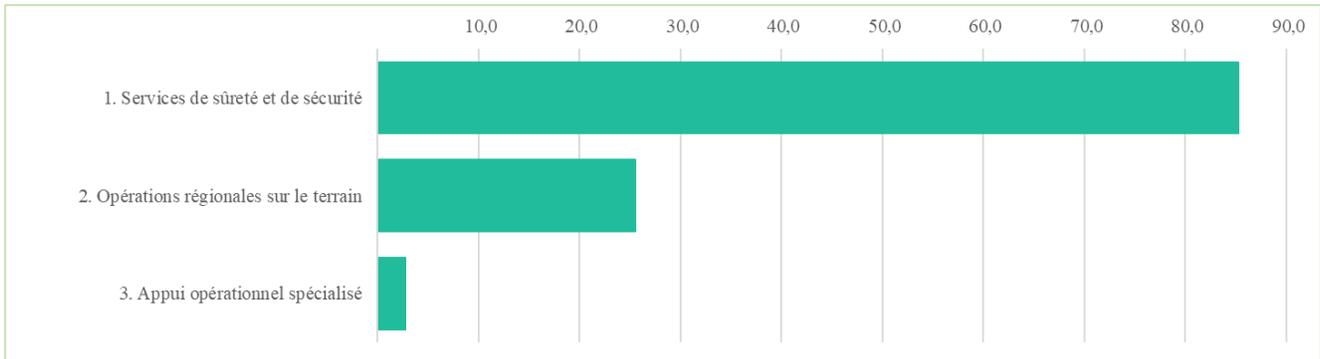
Tableau 34.10

Programme de travail : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par sous-programme									
1. Services de sûreté et de sécurité	92 801,4	87 961,3	(76,8)		(2 536,7)	(2 613,5)	(3,0)	85 347,8	
2. Opérations régionales sur le terrain	24 809,9	25 026,0	(1 014,9)			(1 014,9)	(4,1)	24 011,1	
3. Appui opérationnel spécialisé	1 589,1	1 668,0	(68,2)		1 078,9	1 010,7	60,6	2 678,7	
Total	119 200,4	114 655,3	(1 159,9)	-	(1 457,8)	(2 617,7)	(2,3)	112 037,6	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	73 281,6	72 863,0	-	-	(559,6)	(559,6)	(0,8)	72 303,4	
Autres objets de dépense	45 918,8	41 792,3	(1 159,9)	-	(898,2)	(2 058,1)	(4,9)	39 734,2	
Total	119 200,4	114 655,3	(1 159,9)	-	(1 457,8)	(2 617,7)	(2,3)	112 037,6	
Postes, par sous-programme									
1. Services de sûreté et de sécurité		1 008	-	-	(17)	(17)	(1,7)	991	
2. Opérations régionales sur le terrain		-	-	-	-	-	-	-	
3. Appui opérationnel spécialisé		-	-	-	7	7		7	
Total		1 008	-	-	(10)	(10)	(1,0)	998	

Figure 34.VII
Répartition des ressources proposées pour 2020, par sous-programme (budget ordinaire)
 (En millions de dollars des États-Unis)



Ressources nécessaires pour les activités cofinancées

34.46 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget pour les activités cofinancées pour 2020 s'élève à 137 464 100 dollars et ne fait apparaître aucun changement par rapport à 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 34.VIII à 34.IX et dans le tableau 34.11.

Figure 34.VIII
Programme de travail : évolution des ressources par rapport au montant du budget pour les activités cofinancées
 (En millions de dollars des États-Unis)

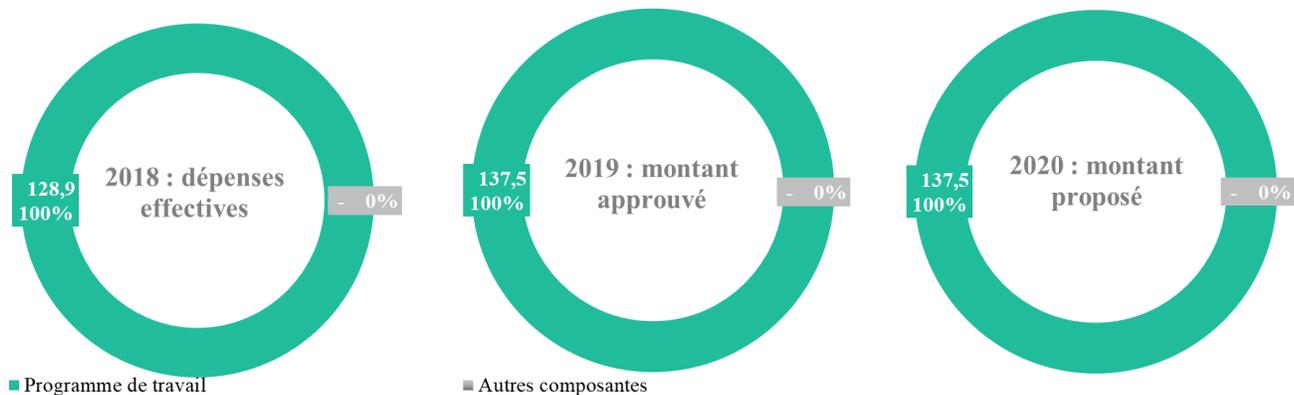


Tableau 34.11
Programme de travail : évolution des ressources financières et des postes (activités cofinancées)
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

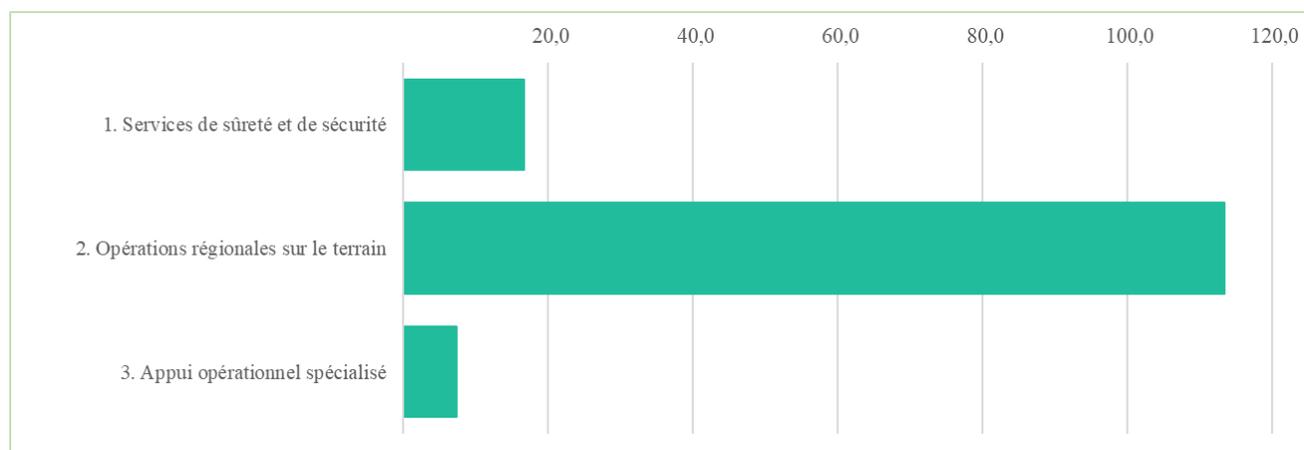
	2018 (dépenses effectives)	2019 (ressources approuvées)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
Ressources financières, par sous-programme							
1. Services de sûreté et de sécurité	16 170,5	16 825,6	-	-	(187,6)	(187,6)	(1,2)
2. Opérations régionales sur le terrain	106 050,9	113 310,9	-	-	-	-	-

	2018 (dépenses effectives)	2019 (ressources approuvées)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
3. Appui opérationnel spécialisé	6 634,5	7 327,6	–	–	187,6	187,6	2,6	7 515,2
Total	128 855,9	137 464,1	–	–	–	–	–	137 464,1
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	102 315,3	103 911,9	–	–	–	–	–	103 911,9
Autres objets de dépense	26 540,6	33 552,2	–	–	–	–	–	33 552,2
Total	128 855,9	137 464,1	–	–	–	–	–	137 464,1
Postes, par sous-programme								
1. Services de sûreté et de sécurité		160	–	–	(1)	(1)	(0,6)	159
2. Opérations régionales sur le terrain		764	–	–	–	–	–	764
3. Appui opérationnel spécialisé		33	–	–	1	1	3,0	34
Total		957	–	–	–	–	–	957

Figure 34.IX

Répartition des ressources proposées pour 2020, par sous-programme (activités cofinancées)

(En millions de dollars des États-Unis)



**Sous-programme 1
Services de sûreté et de sécurité**

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

34.47 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 85 347 800 dollars et fait apparaître une diminution de 2 613 500 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.12 et les figures 34.X et 34.XI.

Tableau 34.12

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

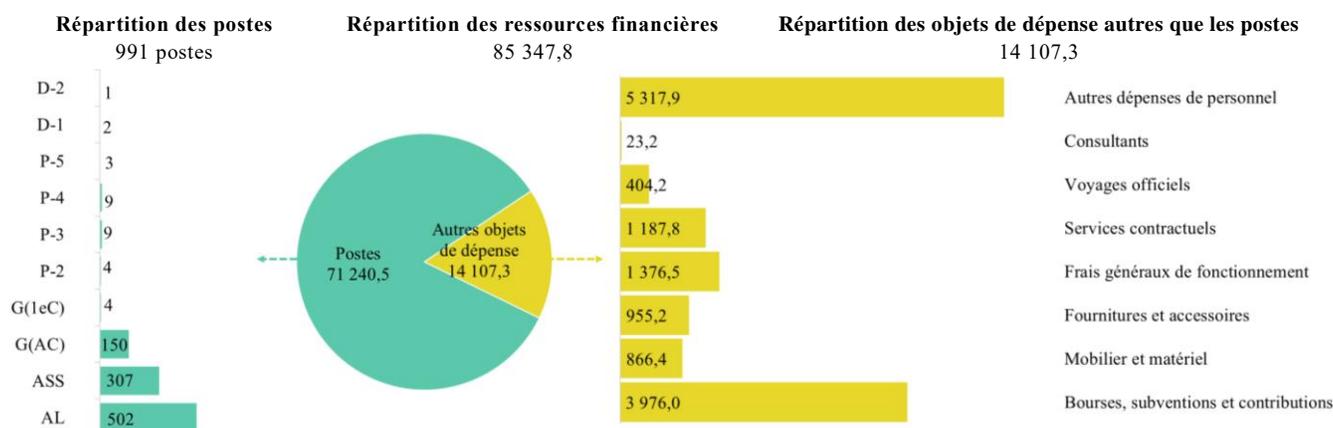
	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	73 281,6	72 863,0	–	–	(1 622,5)	(1 622,5)	(2,2)	71 240,5
Autres objets de dépense	19 519,8	15 098,3	(76,8)	–	(914,2)	(991,0)	(6,6)	14 107,3
Total	92 801,4	87 961,3	(76,8)	–	(2 536,7)	(2 613,5)	(3,0)	85 347,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		31	–	–	(3)	(3)	(9,7)	28
Agents des services généraux et des catégories apparentées		977	–	–	(14)	(14)	(1,4)	963
Total		1 008	–	–	(17)	(17)	(1,7)	991

Note : Y compris la part des dépenses à la charge du Secrétariat pour ce qui est du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne, Service dont les activités sont cofinancées ; le montant de cette part est estimé à 3 819 400 dollars pour 2019 et à 3 776 800 dollars pour 2020.

Figure 34.X

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2020 (budget ordinaire) (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/en milliers de dollars des États-Unis)

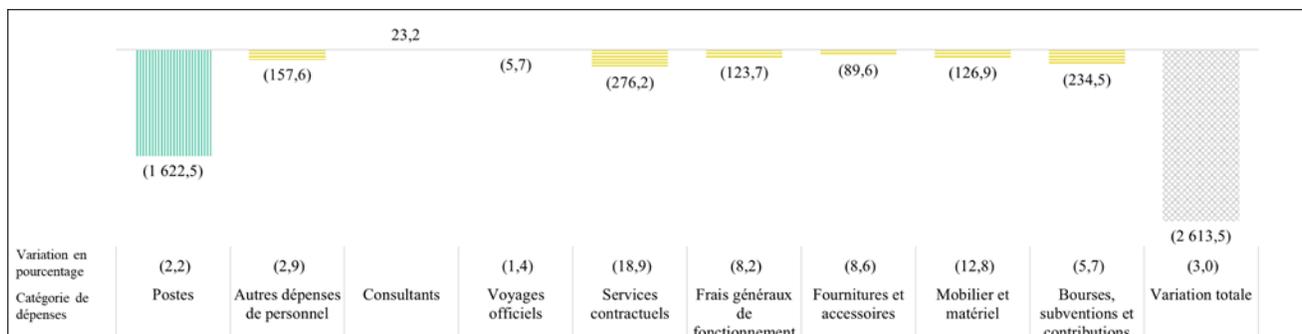


Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; ASS = agent(e) du Service de sécurité ; G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 34.XI

Sous-programme 1 : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis)



34.48 La diminution nette de 2 613 500 dollars s'explique principalement comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** La diminution nette de 76 800 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes se rapporte au non-renouvellement des crédits approuvés pour 2019 par l'Assemblée générale dans sa résolution 73/279 A, concernant la rénovation de l'Africa Hall de la Commission économique pour l'Afrique (29 000 dollars), et dans sa résolution 71/257, concernant les océans et le droit de la mer (47 800 dollars) ;
- b) **Autres changements.** La diminution de 2 536 700 dollars tient : i) à la suppression proposée de deux postes d'assistant(e) à la sécurité [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au Service de la sécurité et de la sûreté de Genève et de 10 postes d'agent(e) de sécurité [agent(e) local(e)] au Service de la sécurité et de la sûreté de Beyrouth, à la suite d'une analyse opérationnelle des effectifs des Services ; ii) au transfert de cinq postes [2 P-4, 1 P-3, 1 poste d'agent(e) des services généraux (1^{re} classe) et 1 poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] à la nouvelle Division de l'appui opérationnel spécialisé, qu'il est proposé de créer au titre du sous-programme 3 dans le cadre de la réorganisation des fonctions et responsabilités au sein du Département ; iii) aux réductions proposées (871 600 dollars) au titre des autres dépenses de personnel, des services contractuels, des frais généraux de fonctionnement et du mobilier et du matériel ; iv) aux ajustements concernant la part des dépenses relatives aux activités cofinancées à la charge du Secrétariat conformément aux accords de partage des dépenses (42 600 dollars).

Ressources nécessaires pour les activités cofinancées

34.49 Le montant demandé au titre des activités cofinancées (montant global des ressources budgétaires du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne) s'élève à 16 638 000 dollars et fait apparaître une diminution nette de 187 600 dollars par rapport à 2019, qui s'explique par le transfert de montants au sous-programme 3. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.13 et les figures 34.XII et 34.XIII.

Tableau 34.13

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes (Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne, dont les activités sont cofinancées)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

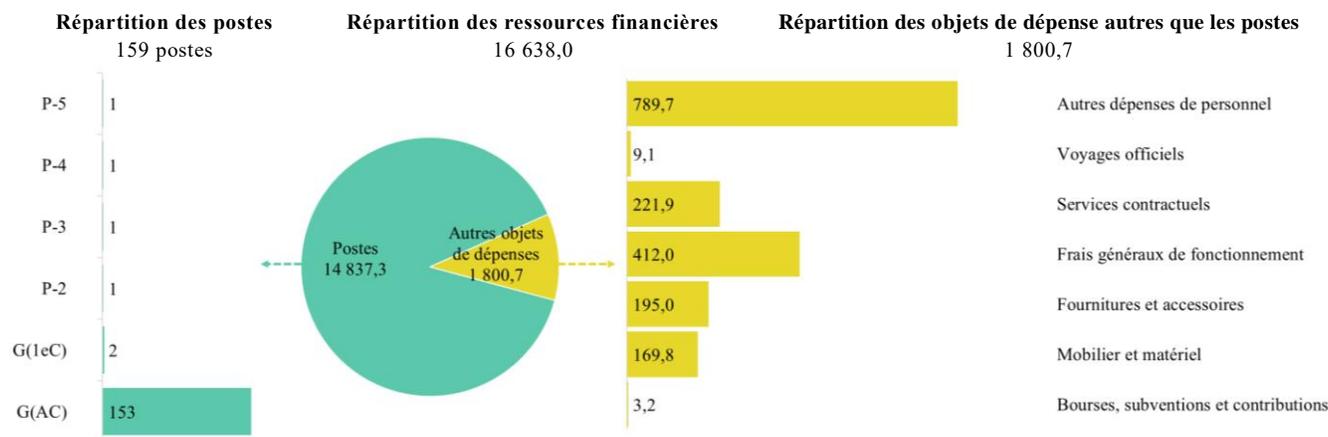
	2018 (dépenses effectives)	2019 (ressources approuvées)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	14 650,7	15 024,9	–	–	(187,6)	(187,6)	(1,2)	14 837,3
Autres objets de dépense	1 519,8	1 800,7	–	–	–	–	–	1 800,7
Total	16 170,5	16 825,6	–	–	(187,6)	(187,6)	(1,1)	16 638,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		5	–	–	(1)	(1)	(20,0)	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		155	–	–	–	–	–	155
Total		160	–	–	(1)	(1)	(0,6)	159

Note : La part des dépenses à la charge du Secrétariat pour ce qui est du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne, Service dont les activités sont cofinancées ; le montant de cette part s'élève à 3 819 400 dollars pour 2019 et à 3 776 800 dollars pour 2020.

Figure 34.XII

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2020 (activités cofinancées) (avant actualisation des coûts)

(Nombre de postes/en milliers de dollars des États-Unis)

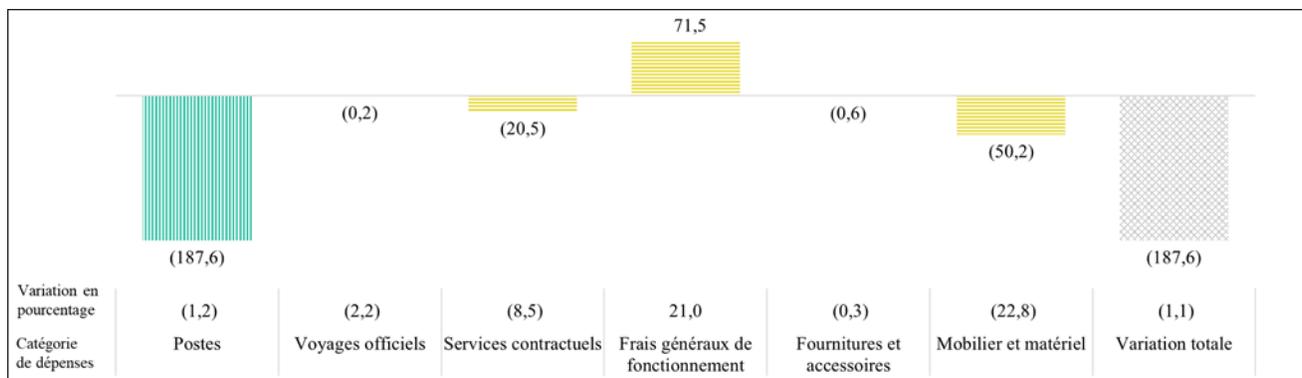


Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^e classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 34.XIII

Sous-programme 1 : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (activités cofinancées)

(En milliers de dollars des États-Unis)



34.50 La diminution nette de 187 600 dollars s’explique comme suit :

Autres changements. Le transfert proposé d’un poste d’administrateur(trice) chargé(e) de la sécurité physique (P-4) du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne, au titre du sous-programme 1, à la Division de l’appui opérationnel spécialisé qu’il est proposé de créer au titre du sous-programme 3 dans le cadre de la réorganisation des fonctions et responsabilités du Département.

34.51 Le sous-programme sera également financé au moyen : a) de ressources extrabudgétaires d’un montant estimé à 13 977 700 dollars, qui serviront à régler les dépenses afférentes à 58 postes et les dépenses autres que les postes, comme indiqué dans le tableau 34.4, les dépenses afférentes aux opérations des Services de sécurité et de sûreté du Siège, des autres centres de l’ONU et des commissions régionales, les dépenses afférentes au Secrétariat et, sur la base du principe de recouvrement des coûts, les dépenses afférentes aux agences, fonds et programmes ; b) de quotes-parts hors budget ordinaire d’un montant de 733 500 dollars, qui permettront de couvrir les dépenses afférentes à 4 postes et les dépenses autres que les postes à imputer sur le compte d’appui aux opérations de maintien de la paix.

**Sous-programme 2
Opérations régionales sur le terrain**

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

34.52 Le montant qu’il est proposé d’inscrire au budget ordinaire pour 2020 s’élève à 24 011 100 dollars et fait apparaître une diminution de 1 014 900 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.14 et la figure 34.XIV.

Tableau 34.14

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements et mandats techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Objets de dépense autres que les postes	24 809,9	25 026,0	(1 014,9)	–	–	(1 014,9)	(4,1)	24 011,1
Total	24 809,9	25 026,0	(1 014,9)	–	–	(1 014,9)	(4,1)	24 011,1

Note : Les ressources comprennent la part à la charge du Secrétariat des dépenses cofinancées relatives aux opérations régionales sur le terrain, d'un montant de 24 305 100 dollars pour 2019 et de 23 328 600 dollars pour 2020, et la part à la charge de l'ONU au titre de l'assurance contre les actes de malveillance, d'un montant de 720 900 dollars pour 2019 et de 682 500 dollars pour 2020.

Figure 34.XIV

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2020 (budget ordinaire) (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis)



34.53 La diminution nette de 1 014 900 dollars s'explique comme suit :

Ajustements techniques. Les ajustements au titre des bourses, subventions et contributions, eu égard à la part des dépenses relatives aux activités cofinancées à la charge du Secrétariat conformément aux accords de partage des dépenses. En 2020, la part à la charge du Secrétariat des dépenses afférentes au système de gestion de la sécurité des Nations Unies sera de 21,5 % (contre 22,4 % en 2019) et celle des dépenses afférentes à l'assurance contre les actes de malveillance sera de 14,2 % (contre 15 % en 2019).

Ressources nécessaires pour les activités cofinancées

34.54 On trouvera dans le tableau 34.15 et dans la figure 34.XV des informations sur les ressources proposées au titre des activités cofinancées (montant global des ressources budgétaires afférentes aux opérations régionales sur le terrain), dont le montant s'élève à 113 310 900 dollars.

Tableau 34.15

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes (activités cofinancées)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

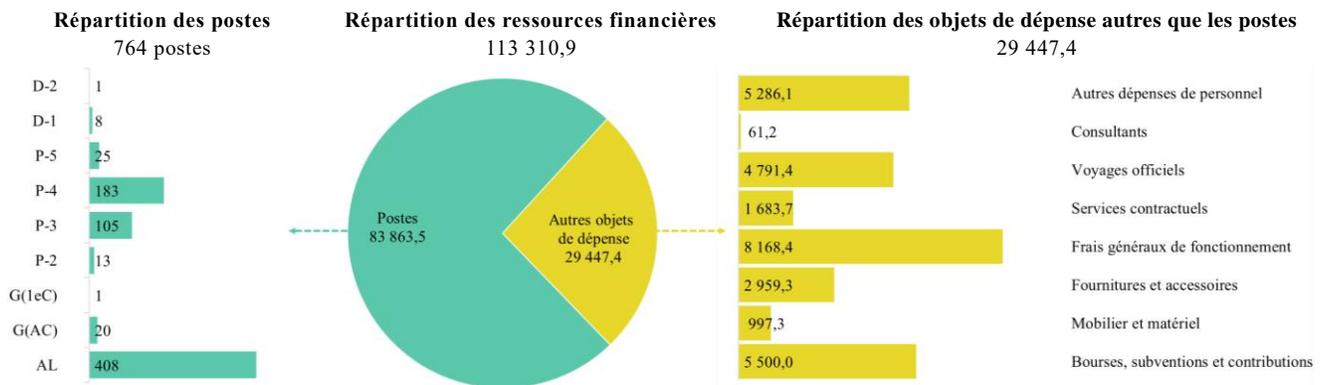
	2018 (dépenses effectives)	2019 (ressources approuvées)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	82 971,9	83 863,5	–	–	–	–	83 863,5
Autres objets de dépense	23 079,0	29 447,4					29 447,4
Total	106 050,9	113 310,9	–	–	–	–	113 310,9
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		335	–	–	–	–	335
Agents des services généraux et des catégories apparentées		429	–	–	–	–	429
Total		764	–	–	–	–	764

Note : Y compris les crédits prévus pour l'assurance contre les actes de malveillance, d'un montant de 4 806 000 dollars en 2019 et en 2020. La part à la charge du Secrétariat des dépenses relatives aux activités cofinancées et des dépenses afférentes à l'assurance contre les actes de malveillance s'élève à 25 026 000 dollars pour 2019 et à 24 011 100 dollars pour 2020.

Figure 34.XV

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2020 (activités cofinancées) (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

34.55 Le sous-programme sera également financé au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 2 287 000 dollars (voir tableau 34.4), qui serviront à régler les dépenses afférentes à 11 postes et des dépenses autres que les postes dans les opérations de maintien de la paix.

Sous-programme 3 Appui opérationnel spécialisé

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

34.56 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 678 700 dollars et fait apparaître une augmentation de 1 010 700 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.16 et les figures 34.XVI et 34.XVII.

Tableau 34.16

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

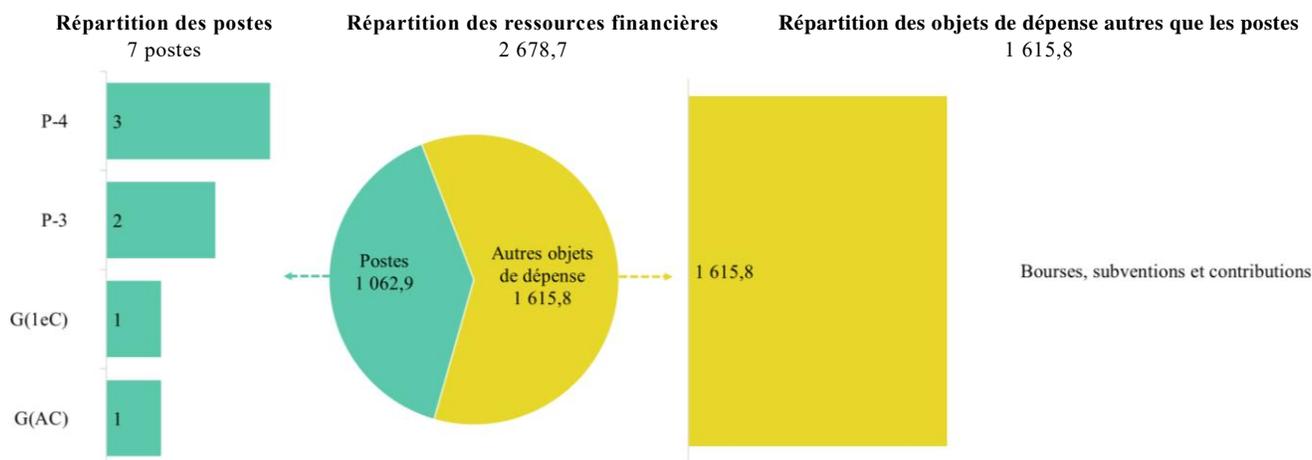
	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	–	–	–	–	1 062,9	1 062,9		1 062,9
Autres objets de dépense	1 589,1	1 668,0	(68,2)	–	16,0	(52,2)	(3,1)	1 615,8
Total	1 589,1	1 668,0	(68,2)	–	1 078,9	1 010,7	60,6	2 678,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		–	–	–	5	5	–	5
Agents des services généraux et des catégories apparentées		–	–	–	2	2	–	2
Total		–	–	–	7	7	–	7

Note : Y compris la part des dépenses relatives aux activités cofinancées à la charge du Secrétariat conformément aux accords de partage des dépenses, d'un montant estimatif de 1 641 400 dollars pour 2019 et d'un montant prévu de 1 615 800 dollars pour 2020.

Figure 34.XVI

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2020 (budget ordinaire) (avant actualisation des coûts)

(Nombre de postes/en milliers de dollars des États-Unis)

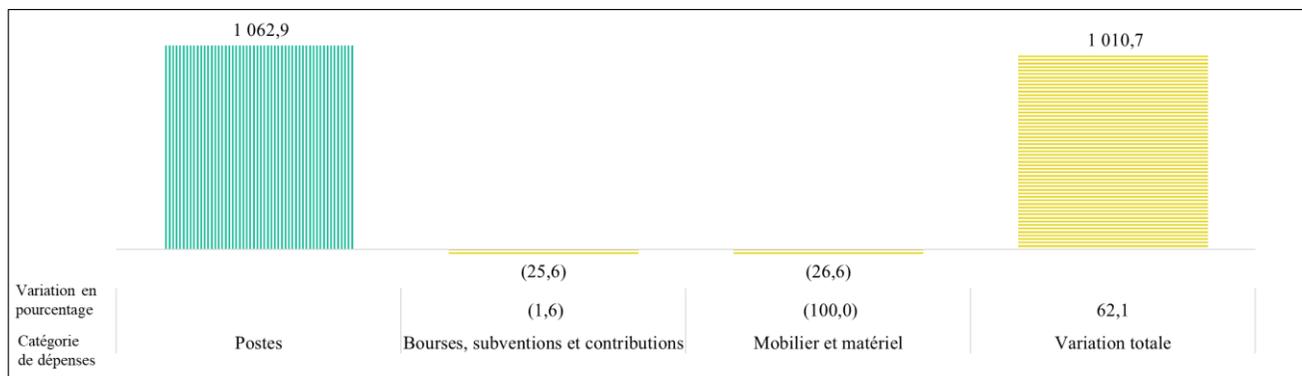


Abréviations : G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 34.XVII

Sous-programme 3 : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis)



34.57 L'augmentation nette de 1 010 700 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** Une diminution de 68 200 dollars qui tient au fait que, conformément aux accords de partage des dépenses concernant les activités cofinancées, la part des dépenses relatives au système de gestion de la sécurité des Nations Unies à la charge du Secrétariat est ramenée de 22,4 % en 2019 à 21,5 % en 2020 ;
- b) **Autres changements.** L'augmentation de 1 062 900 dollars au titre des postes s'explique par le transfert de sept postes, dont deux relevant de la composante Direction exécutive et administration (1 P-4 et 1 P-3) et cinq du sous-programme 1 [2 P-4, 1 P-3, 1 poste d'agent(e) des services généraux (1^{re} classe) et 1 poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes)], dans le cadre de la réorganisation proposée des ressources du Département, qui vise à parvenir à un meilleur équilibre et à créer des synergies, de manière que les opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies soient plus efficaces. Pendant la première phase de la réforme du Département, achevée en juin 2018, les ressources et les responsabilités du Secrétariat en matière de sécurité ont été intégrées dans le contexte d'une initiative de réforme des effectifs reposant sur les stratégies départementales relatives aux ressources humaines, la formation sur les questions de genre et de sécurité et la réalisation d'un exercice de planification des effectifs. Dans le cadre de la deuxième phase, le Département examine sa structure interne afin d'en accroître l'efficacité. Dans ce contexte, il est proposé de créer une Division de l'appui opérationnel spécialisé, qui comprendrait le Groupe de coordination de la protection, le Groupe de la sécurité des locaux, le Groupe de gestion du stress traumatique, le Groupe de la sécurité des vols commerciaux, la Section de la formation et du perfectionnement et la Section de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi, ainsi que des experts en sécurité routière, afin de tirer parti des changements apportés en 2018-2019. Pour mener des réformes supplémentaires, il conviendrait d'examiner les structures du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. L'augmentation de 16 000 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes s'explique par une augmentation de la part des dépenses relatives aux activités cofinancées à la charge de l'ONU (42 600 dollars), qui s'explique par le transfert de montants depuis le sous-programme 1, et est compensée en partie par une diminution des ressources prévues à la rubrique Mobilier et matériel (26 600 dollars).

Ressources nécessaires pour les activités cofinancées

34.58 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au titre des activités cofinancées (montant global des ressources budgétaires afférentes à l'appui opérationnel spécialisé), comme indiqué dans le tableau 34.17 et dans la figure 34.XIII, s'élève à 7 515 200 dollars et fait apparaître une diminution nette de 187 600 dollars par rapport à 2019.

34.59 Il est proposé de créer un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de directeur(trice) (D-2) de la nouvelle Division de l'appui opérationnel spécialisé. La structure et l'avenir de la nouvelle Division, ainsi que l'intérêt de ce poste en particulier, seront évalués en 2020, une fois la réorganisation terminée. Des ressources temporaires sont donc proposées dans l'intervalle, jusqu'à ce que l'évaluation soit achevée et que ses résultats soient présentés dans le prochain projet de budget-programme du Département.

Tableau 34.17

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes (activités cofinancées)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

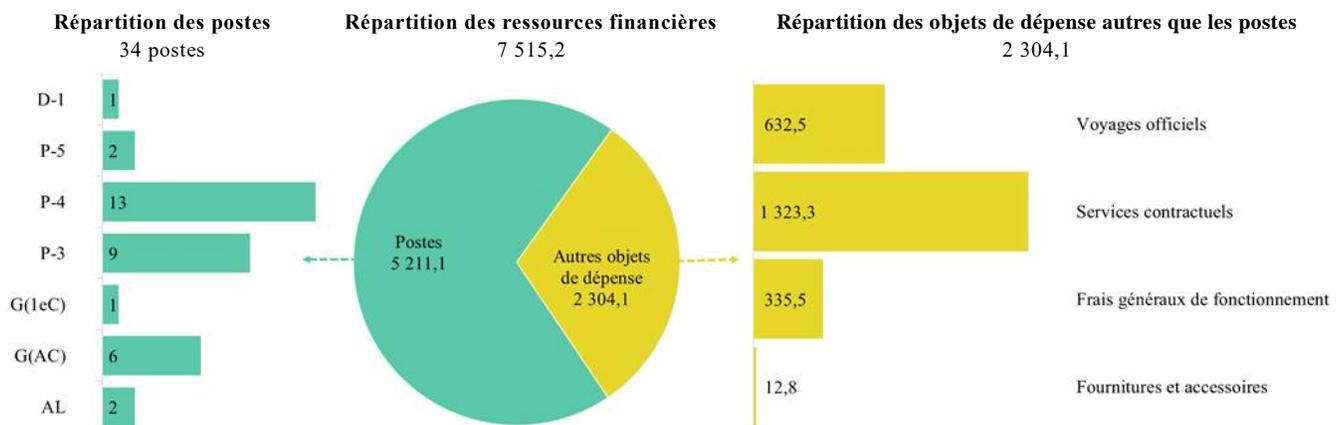
	2018 (dépenses effectives)	2019 (ressources approuvées)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	4 692,7	5 023,5	–	–	187,6	187,6	3,7
Autres objets de dépense	1 941,8	2 304,1	–	–	–	–	–
Total	6 634,5	7 327,6	–	–	187,6	187,6	2,6
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		24	–	–	1	1	4,2
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	–	–	–	–	–
Total		33	–	–	1	1	3,0

Note : La part des dépenses relatives aux activités cofinancées à la charge du Secrétariat s'élève à 1 641 400 dollars pour 2019 et à 1 615 800 dollars pour 2020.

Figure 34.XVIII

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2020 (activités cofinancées) (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

34.60 L'augmentation nette de 187 600 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. Le transfert proposé d'un poste d'administrateur(trice) chargé(e) de la sécurité physique (P-4) du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne, au titre du sous-programme 1, à la nouvelle Division de l'appui opérationnel spécialisé de New York, au titre du sous-programme 3, conformément à la réorganisation des fonctions et responsabilités du Département.

34.61 Le sous-programme sera également financé au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 424 400 dollars (voir tableau 34.4), qui serviront à régler les dépenses afférentes à un poste et des dépenses autres que les postes à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Appui au programme

34.62 Le Service administratif aide le Secrétaire général adjoint à mettre en œuvre les activités relatives à la gestion des ressources humaines, à la finance et à l'administration générale qui relèvent du Département.

34.63 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 856 400 dollars et fait apparaître une diminution de 279 700 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 34.XIX à 34.XXI et dans le tableau 34.18.

Figure 34.XIX

Appui au programme : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

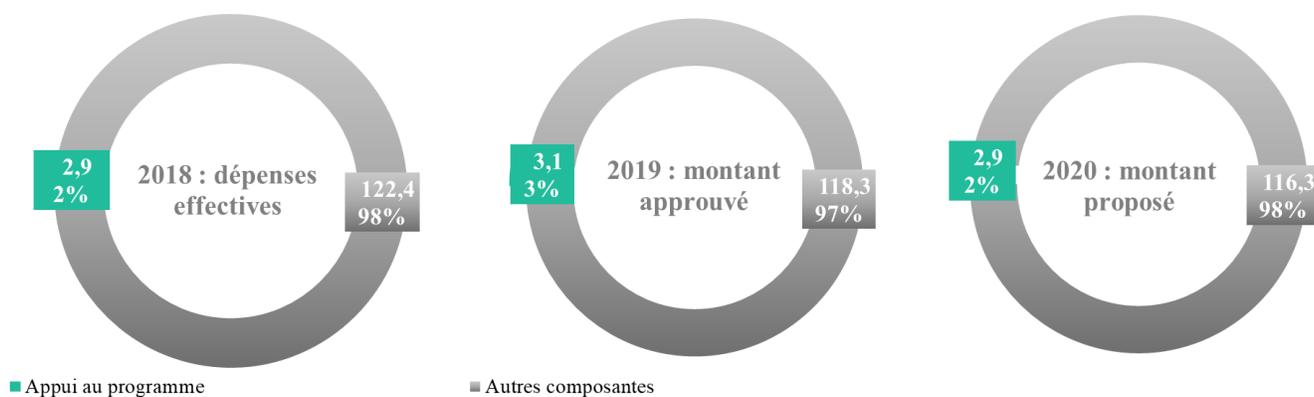


Tableau 34.18

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

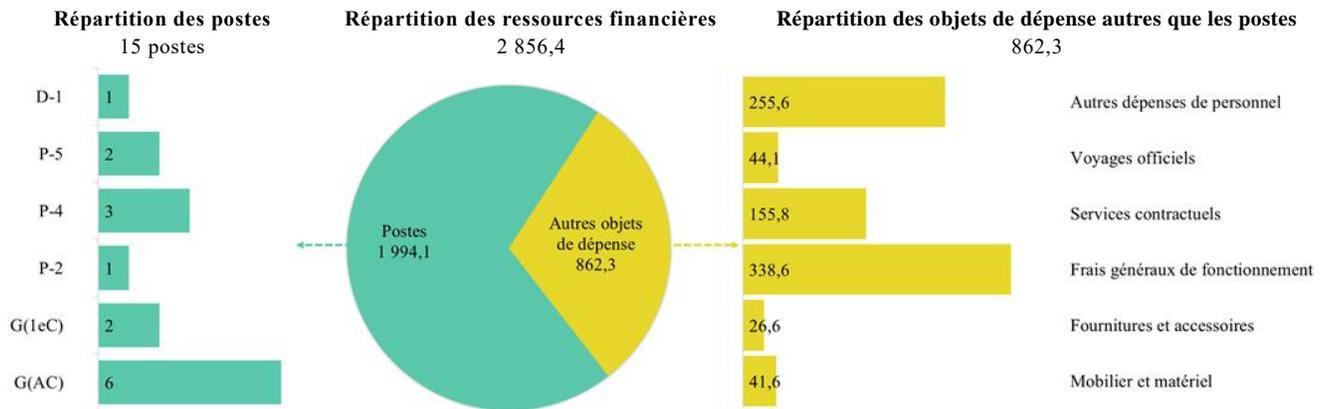
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	1 939,6	1 994,1	–	–	–	–	1 994,1
Autres objets de dépense	1 003,4	1 142,0		–	(279,7)	(279,7)	(24,5)
Total	2 943,0	3 136,1	–	–	(279,7)	(279,7)	(8,9)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		7	-	-	-	-	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	-	-	-	-	8
Total		15	-	-	-	-	15

Figure 34.XX
Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

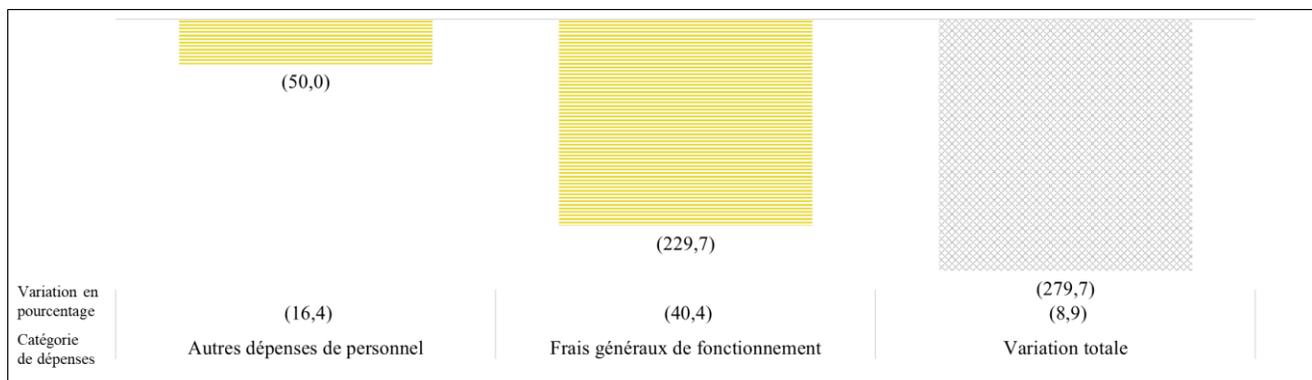
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 34.XXI
Appui au programme : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

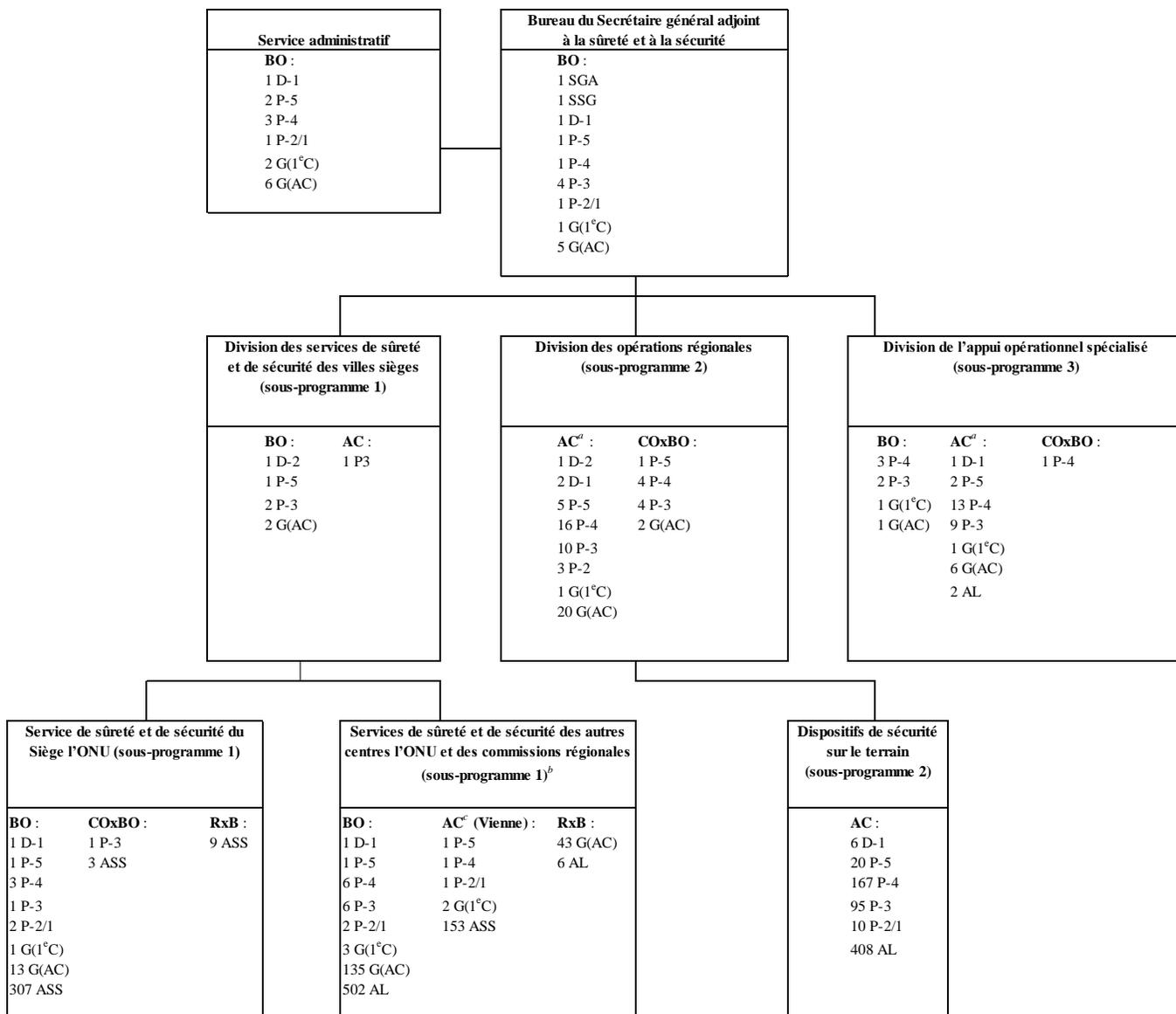
(En milliers de dollars des États-Unis)



34.64 La diminution nette de 279 700 dollars s’explique par les réductions proposées au titre des objets de dépense autres que les postes, qui concernent principalement les frais généraux de fonctionnement (229 700 dollars) et le personnel temporaire (autre que pour les réunions) au titre des autres dépenses de personnel (50 000 dollars).

Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2020



Abréviations : AC = activités cofinancées ; AL = agent(e) local(e) ; ASS = agent(e) du Service de sécurité ; BO = budget ordinaire ; COxBO = postes financés au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

^a Postes cofinancés par tous les organismes participant au système de gestion de la sécurité sur le terrain.

^b Y compris les services de sécurité et de sûreté des autres centres de l'Organisation et des commissions régionales.

^c Postes cofinancés par toutes les organisations sises au Centre international de Vienne et dépendant du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires

	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Budget ordinaire				
Direction exécutive et administration	(2)	1 P-4, 1 P-3	Transfert de 2 postes de coordonnateur(trice) des mesures de sécurité au sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé)	Améliorer l'équilibre organisationnel et créer des synergies afin d'accroître l'efficacité des opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ; il est proposé de transférer des ressources existantes à la Division de l'appui opérationnel spécialisé
Sous-programme 1 Services de sûreté et de sécurité	(3)	2 P-4, 1 P-3	Transfert de 3 postes de coordonnateur(trice) des mesures de sécurité au sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé)	Améliorer l'équilibre organisationnel et créer des synergies afin d'accroître l'efficacité des opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ; il est proposé de transférer des ressources existantes à la Division de l'appui opérationnel spécialisé
	(2)	1 G(1°C), 1 G(AC)	Transfert de 1 poste d'assistant(e) à la coordination de la protection et de 1 assistant(e) de secrétariat au sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé)	
	(2)	G(AC)	Suppression de 2 postes d'agent(e) de sécurité au Service de la sécurité et de la sûreté de Genève	Ces suppressions font suite à l'analyse opérationnelle des effectifs des Services de la sécurité et de la sûreté
	(10)	AL	Suppression de 10 postes d'agent(e) de sécurité au Service de la sécurité et de la sûreté de Beyrouth	
Sous-programme 3 Appui opérationnel spécialisé	7	3 P-4, 2 P-3, 1 G(1°C), 1 G(AC)	Transfert de 5 postes de coordonnateur(trice) des mesures de sécurité et de 2 postes d'agent(e) chargé(e) des services d'appui en provenance de la composante Direction exécutive et administration et du sous-programme 1 (Services de sécurité et de sûreté)	Améliorer l'équilibre organisationnel et créer des synergies afin d'accroître l'efficacité des opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ; il est proposé que la composante Direction exécutive et administration et le sous-programme 1 cèdent une partie de leurs ressources
Total	(12)			
Activités cofinancées				
Sous-programme 1 Services de sûreté et de sécurité	(1)	1 P-4	Transfert d'un poste d'administrateur(trice) chargé(e) de la sécurité physique au sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé)	Améliorer l'équilibre organisationnel et créer des synergies afin d'accroître l'efficacité des opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ; il est proposé de transférer des ressources existantes à la Division de l'appui opérationnel spécialisé
Sous-programme 3 Appui opérationnel spécialisé	1	1 P-4	Transfert d'un poste d'administrateur(trice) chargé(e) de la sécurité physique en provenance du	Améliorer l'équilibre organisationnel et créer des synergies afin d'accroître l'efficacité des opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ; il est proposé que la

Chapitre 34 Sûreté et sécurité

<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
		sous-programme 1 (Services de sécurité et de sûreté)	composante Direction exécutive et administration et le sous-programme 1 cèdent une partie de leurs ressources
Total	–		

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).